

N° 2724
61^e année
du 3
au 16 mai 2007
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE

2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

DOSSIER

UN COLLOQUE SUR L'ACTION FRANÇAISE

par
Jean-Philippe CHAUVIN
Vincent GAILLÈRE
Tony KUNTER
Yves LENORMAND
Hélène NOWAK
Philippe PRÉVOST

pages 7 à 10

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4

POLITIQUE FRANÇAISE

– La caravane électorale
passe et l'emploi trépassé

par Herni LETIGRE

– Comment reconquérir
nos industries

Entretien avec Jacques MYARD

– Jean-Marc Varaut :
Semper fidelis

par Aristide LEUCATE

Pages 5 et 6

EUROPE ET ÉTRANGER

– Cherche Parque
au ciseau d'argent...

par Romain VINDEK

– Boris Eltsine,
le liquidateur de l'URSS

par Pascal NARI

– L'évitable guignon
égyptien ou "le colonel
et l'enfant-roi"

par PERCEVAL

Pages 12, 13 et 16

HISTOIRE

– Quelques vérités sur la
colonisation

– Le cœur de Louis XVII

par Michel FROMENTOUX

– L'Histoire de France
de Bainville : un monument

par Pierre LAFARGE

– Les rois ont fait la France

par Anne BERNET

– Armée d'Afrique,
instrument de la victoire

par le colonel
Henry d'HUMIÈRES

Page 14

COMBAT DES IDÉES

– L'avenir appartient
au nationalisme

par Pierre PUJO

Ni Ségo, ni Sarko !

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

DIMANCHE 13 MAI

TOUS À JEANNE D'ARC !



La statue de Jeanne d'Arc place des Pyramides à Paris

VENEZ !

Pour que la France reste elle-même, pour que les Français reprennent confiance dans l'avenir de leur nation, nous avons besoin de Jeanne d'Arc, "symbole du patriotisme français", selon la loi qui a institué sa fête nationale le deuxième dimanche de mai.

À un moment charnière de notre histoire, alors qu'un nouveau président de la République viendra d'être élu, la fête de Jeanne d'Arc, le dimanche 13 mai, doit être célébrée avec un intérêt particulier. Elle marquera la volonté de tous les Français patriotes de sauvegarder l'identité, la souveraineté et l'unité nationales mises en danger aujourd'hui par les projets d'intégration européenne et les jeux de la démocratie.

Voir page 15

Participez au CORTÈGE TRADITIONNEL qui va fleurir les statues parisiennes de Jeanne d'Arc depuis plus de cent ans. Il a été maintenu par l'Action française sans autres interruptions que celle des deux guerres, mais il est OUVERT À TOUS, en dehors de toute attache partisane, de droite et de gauche. VENEZ AU CORTÈGE EN FAMILLE. Venez manifester votre foi en la France.

TOUS À JEANNE
D'ARC !

Pierre PUJO

M 01093 - 2724 - F: 3,00 €



La caravane électorale passe et l'emploi trépassse

En 1981, à la suite de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, le franc était tombé le 11 mai à son cours plancher par rapport au mark, et le CAC 40 avait chuté de près de 20 % en quelques jours. En 2007, l'euro et la bourse n'ont rien à craindre des événements politiques, ils battent même des records : plus de 1,36 dollar pour 1 euro et près de 6 000 points pour le CAC 40. Le monde des affaires a depuis longtemps intégré que l'issue du scrutin présidentiel ne remettrait pas en cause le fonctionnement de l'économie...

Suffisance européenne

Le 20 avril, l'Eurogroupe s'est réuni à Berlin pour discuter de la situation économique et financière de la zone euro. Cette institution réunit les ministres des finances des États ayant adopté la monnaie unique, dont les ressortissants ne savent pas toujours que les gouvernements n'en sont pas directement responsables... Les déclarations prononcées à cette

occasion sont révélatrices de la suffisance des instances européennes à l'égard des cirques démocratiques. Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker a ouvert les débats en annonçant fièrement : « **Nous sommes à Berlin, pas en campagne électorale.** »

Autrement dit : « **Les chiens aboient, la caravane passe.** »

Les chiens en France sont particulièrement nombreux à se quereller pour ronger l'os de la république, ce que leurs prédécesseurs ont laissé de la grandeur de la France. Pour attirer le maximum d'électeurs, ils ont tous dénoncé les conséquences de l'euro fort, allant jusqu'à annoncer que, s'ils étaient élus, ils remettraient en cause certains mécanismes de fonctionnement de la monnaie unique : M^{me} Royal a fait part de son souhait de « **réformer la BCE** », dont M. Sarkozy a critiqué l'« **immobilisme en matière de taux d'intérêts** ».

par
Henri LETIGRE

Tous ces aboiements sont donc passés par perte et profits à Berlin, où les douze ministres (par superstition, le treizième, Thierry Breton a préféré envoyer un fonctionnaire pour le représenter) ont clairement exprimé leur pleine satisfaction de la valeur actuelle de l'euro par rapport au dollar : « **Il n'y a pas lieu d'être excessivement préoccupé par la progression de la monnaie unique.** »

Illusions

Manifestant l'insignifiance du rôle joué par les ministres, le président de l'Eurogroupe a laissé à M. Trichet, un fonctionnaire, qui dirige la Banque centrale européenne, le soin de présenter les conclusions de la réunion.

Joaquin Almunia, un autre fonctionnaire, commissaire européen chargé des questions économiques, a quant à lui exigé du futur président de la République française qu'il réduise le

déficit de l'État. En revanche, aucun commentaire sur le chômage et les conséquences de l'euro fort... La bourse est au plus haut, de quoi les Français pourraient-ils bien se plaindre ? Sarkolène et Ségozy les ont suffisamment bercés de douces illusions, alors que l'Union européenne ne leur permettra jamais de tenir leurs promesses !

Bataille pour le second tour...



UN ENTRETIEN AVEC JACQUES MYARD, DÉPUTÉ DES YVELINES

Comment reconquérir nos industries

■ Le Forum pour la France recevait le 11 avril, Jacques Myard, député de la nation, afin de l'entendre sur la politique industrielle de la France. La réunion était présidée par le général Gallois. Henri Fouquereau, secrétaire général du Forum, a bien voulu nous autoriser à publier l'entretien que lui a accordé Jacques Myard.

HENRI FOUQUEREAU. – Vous êtes co-auteur d'un rapport déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale traitant du renouveau nécessaire de notre politique industrielle. L'industrie française est-elle en déclin ?

JACQUES MYARD. – Malgré le fait qu'elle joue un rôle essentiel dans nos économies, emploi, exportations, recherche et développement, depuis les années 1970 l'importance de notre industrie recule dans tous les domaines. Le phénomène est si alarmant qu'il conduit les économistes à parler d'un processus de désindustrialisation qui, loin de ralentir, s'accélère.

Depuis les années 1990, le développement de la concurrence des pays émergents, Chine, Inde, a accentué le recul de notre industrie et conduit à des délocalisations d'activités. La France a perdu 1,4 millions d'emplois en quinze ans, et nous constatons maintenant que cette concurrence concerne aussi les produits à fort contenu technologique. Alors oui, notre industrie est en déclin, à cause bien évidemment du mondialisme et ses délocalisations, de l'externalisation des industries vers les services, du manque d'investissements et surtout de stratégie industrielle, ce que j'appelle l'absence de politique industrielle.

tissements et surtout de stratégie industrielle, ce que j'appelle l'absence de politique industrielle.

Le carcan européen

H.F. – Nous avons bien entendu, la France souffre de ne plus être maîtresse de son destin industriel. Le carcan européen en est-il responsable ?

J.M. – La France a mené, jusque dans les années 1980, une politique industrielle qui visait à promouvoir des secteurs qui, pour des raisons d'indépendance nationale, méritaient une intervention de l'État qui soutenait de grands programmes technologiques et industriels et vous constaterez que la plupart de nos grands succès industriels actuels sont le fruit de cette politique volontariste.

Une autre conception de la politique industrielle a, malheureusement, vu le jour, reposant avant tout sur le libre fonctionnement des marchés. Nous revenons à la concurrence "non faussée" et avec cette conception, l'intervention publique doit se limiter à l'élimination de toutes les difficultés réglementaires.

Si le Traité de Rome ne faisait aucune référence à l'industrie, c'est le Traité de Maëstricht qui a introduit avec son article 157 une compétence communautaire en matière industrielle. Mais d'autres politiques communautaires pour lesquelles l'Union possède une compétence exclusive ont des conséquences

sur l'industrie : la politique de la concurrence, politique du marché intérieur et la politique commerciale.

Politique suicidaire

H.F. – On nous a rabâché que la perte de notre industrie était largement compensée par les services. Vrai faux mensonge ou réalité ?

J.M. – Il serait faux de penser que la désindustrialisation peut être compensée par une spécialisation dans les services. Je le répète, l'industrie joue un rôle essentiel dans notre économie et la désindustrialisation est un phénomène grave qui appelle des réponses politiques. Il serait suicidaire pour la France de penser qu'elle peut développer ses services à l'industrie sans qu'ils soient fondés sur une forte industrie manufacturière.

Nous ne mettrons jamais assez l'accent sur le fait que la disparition de notre industrie entraîne obligatoirement celle du savoir-faire industriel et, par voie de conséquence les services qui lui sont rattachés. Si nous perdons environ 13 500 emplois industriels par an, un rapport réalisé à la demande du Sénat indique que la France devrait perdre 202 000 emplois de services dans les quatre années qui viennent.

H.F. – Donc problème avec le dictat européen, mais avec le mondialisme ?

J.M. – Premier constat, la concurrence des pays émergents, dont les coûts salariaux sont plus

faibles, est à l'origine des délocalisations qui touchent nos secteurs très intensifs en main d'œuvre. Mais, au fur et à mesure de leur développement, consécutif aux délocalisations, les pays émergents acquièrent des avantages dans les secteurs de haute technologie qui entraînent des délocalisations des activités de recherche de certaines entreprises, autrefois effectuées chez nous.

Stratégie industrielle

H.F. – Donc la reconquête de notre politique industrielle est obligatoire, comment peut-on retrouver notre indépendance et notre souveraineté dans ce domaine ?

J.M. – Déjà la France a mené différentes actions bien venues : la création de l'Agence nationale de la recherche chargée de sélectionner des projets de recherche. L'Agence de l'innovation industrielle a été créée en 2005 pour soutenir les grands projets d'innovation à partir des projets d'entreprises. Il y a aussi les pôles de compétitivité qui visent à renforcer, sur un même territoire, les synergies entre entreprises, centres de formation et unités de recherche. Un soutien aux PME et d'autres encore, mais la libre circulation des capitaux réintroduit la question de la nationalité des entreprises. Aussi faut-il aller plus loin, prendre en compte par exemple la création de champions nationaux, la spécificité des PME en leur réservant un ratio important de marchés publics. Nous devons surtout préserver, comme il est in-

diqué dans l'article 296 du traité de la C.E, la compétence de l'État en matière d'industries d'armement.

Je dirai pour conclure, qu'en ce qui concerne la politique industrielle de l'Europe abordée uniquement sous l'angle de la compétitivité, qu'elle doit être menée sous l'angle de la stratégie industrielle et qu'en ce qui concerne la pérennité de notre industrie, elle commande obligatoirement le renouveau de notre politique industrielle.

L'ACTION FRANÇAISE 2007

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

• Directeur : **Pierre Pujol**
• Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
• Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
• Politique étrangère : Pascal Nari
• Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
• Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
• Sciences et société : Guillaume Chatizel,
• Outre-mer : Pierre Pujol
• Médecine : Jean-Pierre Dickès
• Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
• Arts-lettres-spectacles : Renaud Dourges, Monique Beaumont
• Cinéma : Alain Waelkens
• Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
• Art de vivre : Pierre Chaumeil
• Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
• Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
• Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

NI SÉGO, NI SARKO !

François Bayrou était persuadé que son heure était venue. Bousculant les autres candidats à l'Élysée, il irait en finale et deviendrait le prochain président de la République. *Quo non ascendet ?*. Partie de 6 % dans les sondages au début de l'année, sa cote n'avait cessé de monter. Elle doublait en mars et quadruplait en avril. Désormais il jouait dans la cour des grands. Il approchait de Ségolène. Il allait la dépasser et il s'imposerait en arbitre entre M^{me} Royal et son rival UMP. Au nom du TSS (Tout Sauf Sarkozy), il rassemblerait les opposants de droite et de gauche et s'installerait triomphalement à la présidence.



PAR
PIERRE PUJO

Le duo Bayrou-Royal

Las, M. Bayrou a dû déchanter. Il a terminé le premier tour assez loin (18 % des suffrages) derrière la candidate socialiste arrivée en seconde position. Il était éliminé ! Il ne s'en est pas remis. Dans les jours qui ont suivi le premier tour, il a tenté de continuer à exister, en laissant planer un doute sur son choix au deuxième, pour finalement ne pas choisir. Renonçant à réunir la droite et la gauche, il a annoncé la création d'un nouveau parti : le Parti démocrate (PD), sans prendre garde à la consonance fâcheuse de ces initiales. Il ne faisait que reprendre l'appellation du parti de Marc Sangnier d'avant la Seconde Guerre mondiale... Il n'avait cependant guère de vin nouveau à verser dans ses vieilles outres. Son erreur était de croire que 18 % des électeurs s'étaient convertis au centrisme parce qu'ils avaient voté pour lui. Ils avaient davantage manifesté leur aversion pour M. Sarkozy qu'adhéré à un corpus démocratique et à une stratégie politicienne d'alternance entre la gauche et la droite.

Les deux-tiers des parlementaires de l'U.D.F. se sont en fait déclarés pour Nicolas Sarkozy. M. Bayrou se devait d'en tenir compte. C'est pourquoi, tout en flirtant avec M^{me} Royal il s'est gardé de s'engager trop loin avec elle, sous peine de perdre une bonne partie de ses soutiens électoraux et de compromettre l'avenir.

Mais M^{me} Royal a poursuivi M. Bayrou de ses assiduités. Le candidat centriste représentait un fort paquet de voix. Il serait bon, pensait-elle, de s'en assurer le contrôle, moyennant quelques promesses de collaboration, sous forme d'un gouvernement socialo-centriste, social-démocrate ou social-libéral... Michel Rocard et Bernard Kouchner ont prêché dans ce sens. Sous prétexte de réunir les contraires, le futur gouvernement irait de la communiste Marie-Georges Buffet au centriste Bayrou. Cela promettait de beaux tiraillements internes. Finalement, il n'est rien résulté de ces tractations sinon qu'avec la complicité des médias audiovisuels on a amusé le tapis pour mettre en vedette M^{me} Royal. C'était l'objectif recherché.

Si M^{me} Royal désire tant s'emparer des suffrages qui se sont portés sur M. Bayrou,

c'est qu'elle n'a guère de réserves à gauche. Les six (sur un total de douze !) candidats d'extrême-gauche du premier tour ne totalisent que 10,57 % des voix. À supposer qu'elles se reportent toutes sur la candidate socialiste, elles ne suffiraient pas à lui assurer une majorité. Après avoir été désignée par le Parti socialiste, M^{me} Royal a cherché ces derniers mois à s'en affranchir pour montrer qu'une fois élue elle mènerait sa politique personnelle sous le signe du "pacte présidentiel". Sa marge d'autonomie est étroite car les "éléphants" du PS n'ont pas renoncé à prendre leur revanche. L'accroissement promis du rôle du Parlement leur donnerait le moyen de contrôler ses initiatives.

Coûteux "désirs d'avenir"

Avec elle, il faut s'attendre à une forte augmentation des charges financières de l'État, des aides et des subventions de toutes sortes. Elle assure que les dépenses nouvelles seront financées par la croissance. Mais elle n'a pas dit comment elle stimulerait celle-ci. Et si la croissance était au contraire découragée par le laxisme de la présidente socialiste ? Au cours de sa campagne, elle s'est surtout appliquée à compatir au malheur des gens. Il lui faudra donner des satisfactions à un grand nombre d'entre eux. Dans de multiples domaines elle se trouvera coincée entre sa prise en compte des "désirs d'avenir" et la nécessité de maintenir certaines disciplines, sous peine de tomber dans l'anarchie.

C'est peut-être sur le plan international que son entrée à l'Élysée risque d'être le moins catastrophique. Jean-Pierre Chevènement et l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine pourraient garantir la prise en compte prioritaire des intérêts français mais on ne se méfierait jamais trop d'un idéologue comme Dominique Strauss-Kahn entiché d'intégration européenne, comme un grand nombre de socialistes. Confusion politique, affaiblissement économique, affaiblissement international, voilà ce que nous promet Ségolène Royal.

Faut-il alors placer ses espoirs dans Nicolas Sarkozy qui a réuni au premier tour près du tiers des suffrages (31,18 %). Le personnage est dévoré par une ambition immo-dérée. Il est prêt à toutes les promesses, à toutes les concessions, pour satisfaire sa soif de pouvoir. Il s'est emparé de quelques idées de bon sens comme d'imposer des limites à l'État-providence, de rétablir la responsabilité individuelle, de remettre la France au travail. Ces objectifs sont justifiés à condition, évidemment, de ne pas laisser la bride sur le cou au libéralisme et à une mondialisation incontrôlée.

Un choix impossible

Le plus inquiétant chez lui touche à la politique extérieure. Il se montrera plus complaisant à l'égard des États-Unis que Jacques Chirac et moins désireux que lui de maintenir avec la Russie des relations de compréhension mutuelle. Au Proche-Orient, ses sympathies, il ne s'en cache pas, vont à Israël beaucoup plus qu'aux Palestiniens.

C'est à propos de l'Union européenne que M. Sarkozy inquiète le plus. Il est prêt à consentir à tous les abandons de souveraineté et à s'aligner sur l'Allemande Angela Merkel qui ne cache pas ses projets fédéralistes... Ses conseillers "européens" s'appellent Michel Barnier, Alain Lamassoure, Pierre Lelouche. Ils nous inspirent du point de vue français la plus grande méfiance.

Le second tour de l'élection présidentielle impose aux Français un choix impossible. Les deux candidats ont approuvé la Constitution européenne en 2005 et ne le regrettent pas, au contraire. Leurs flatteries des dernières semaines adressées aux patriotes français ne doivent pas tromper. L'un et l'autre représentent un danger pour l'existence d'une France souveraine. Quel que soit l'élu, il faudra continuer la bataille souverainiste et y entraîner nos compatriotes. En attendant, le **vote blanc** s'imposera le dimanche 6 mai.

Limites de l'action électorale

Il est permis de regretter l'absence du souverainisme dans la compétition finale. Jean-Marie Le Pen a perdu son pari d'être présent au second tour. Au moins le Front national peut-il se flatter de voir ses principaux concurrents reprendre quelques unes de ses idées sur la sécurité, l'immigration, l'identité nationale. Tant mieux pour la France. Tiendront-ils leurs engagements ? Il faudra être vigilant. L'échec du candidat du Front national marque les limites d'une action électorale dans un régime dont l'idéologie dominante est foncièrement hostile aux idées nationales. Avant d'obtenir le changement politique il faut travailler à changer les mentalités.

Un député U.M.P. se congratule

Parmi les déclarations politiques après le premier tour, nous privilégions la satisfaction de Jean-Paul Charié, député U.M.P. de Pithiviers (Loiret) : « **Au lendemain du premier tour après de vrais débats sur de vrais enjeux, un nombre de votants digne d'une démocratie majeure, pour, au second tour, une vraie opposition d'idées et d'ambitions entre deux partis républicains humanistes et démocrates... Nous retrouvons la France comme nous l'aimons, la France déjà se redresse** », etc, etc.

Jean-Paul Charié souhaite la victoire de Sarkozy. Mais si Ségolène Royal l'emporte, ce sera très bien aussi puisqu'elle appartient à un "parti républicain, humaniste", etc. Quant à la France, du moment que les élections fonctionnent bien tous les espoirs de redressement sont permis !

LIVRE REÇU

● Raphaël Dargent : **ILS VEULENT DÉFAIRE LA FRANCE. LA VÉRITÉ SUR LE NON-DIT DES PROGRAMMES**. Sur la couverture de cet ouvrage, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal se font face. Cependant l'auteur les renvoie dos à dos, les accusant de prêter la main à la destruction de l'État et au déclin de la France. Ils ont en commun un programme libéral, communautariste et multiculturaliste, régionaliste, euromondialiste et parlementariste. « **Nul ne pourra relever la France s'il ne restaure au préalable l'État** », avertit Raphaël Dargent. Ce qu'approuve Pierre-Marie Gallois qui a donné une longue préface à l'ouvrage et qui s'interroge : « **Mais comment "restaurer l'État" si celui-ci dépend des humeurs de la rue ?** » C'est pourquoi l'État doit être héréditaire. C'est pourquoi il faut rendre à la France son Roi ! (165 pages, Éd. L'Harmattan)

Jacques CÉPOY

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Pour aider le journal et le mouvement d'A.F. à vivre, nos amis sont nombreux à participer à notre souscription annuelle. Nous leur en sommes vivement reconnaissants car certains font un réel sacrifice pour nous donner le maximum.

Nous signalons à nos amis un moyen efficace de soulager nos finances : nous faire bénéficier d'un virement mensuel permanent. Demandez-nous une formule à rem-

plir afin de donner des instructions à votre banque. Songez que nous avons un besoin vital de 55 000 EUROS. Merci d'avance !

N.B. - Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, l'A.F. 2000, 10 rue

Un moyen efficace

Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 5

P.P. Virements réguliers : M. Derville, 7,52 ; Gal J. le Groignec, 15,24 ; M^{me} Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Jacques Rolland (3 mois), 45,73 ; Pierre Bonnefont, 22,87, M^{me} du

Plessis d'Argentré, 25 ; M Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32.

Légion des "Mille" : Fernand Estève, 150 ;

Xavier de Cussac, 100 ; Jacques Pascal, 30 ; Georges Ferrière, 50 ; Raymond Verdier, 50.

Total de cette liste : 574,09 €
Listes précédentes : 3 542,32
Total : 4 116,41 €
Total en francs : 27 0001,88 F

DIMANCHE 13 MAI

TOUS
À JEANNE
D'ARC !

Voir p. 15

JEAN-MARC VARAUT

Semper fidelis

Rappelé à Dieu dans sa soixante-douzième année, Maître Jean-Marc Varaut a assurément laissé un grand vide derrière lui. Pour l'avoir croisé quelque fois, votre serviteur gardera toujours en mémoire ses grands yeux bleus délavés, empreints tout à la fois de sagesse et de tristesse, à moins que ce ne fut une sagesse triste ou inversement. En tous les cas, on y voyait scintiller les mille reflets d'une intelligence incomparable.

consacrée au combat de la vérité et de la justice, au noble service de ses contemporains.

L'honneur d'un avocat

Car Jean-Marc Varaut manifestait de la constance dans cet optimisme presque surnaturel qu'il gardait en l'homme, cet inconnu dont il eut à recueillir souvent les confidences en vue de sa défense devant le tribunal d'autres hommes parfois guère plus recommandables. Que l'on pense aux commissaires politiques des tribunaux d'exception institués par De Gaulle et ses séides.

Du Haut Tribunal militaire au Tribunal militaire "spécial" en passant par la Cour militaire d'(in)justice, Jean-Marc Varaut fut quasiment de toutes les causes judiciaires des soldats perdus de l'Algérie française et de l'OAS. Le camp d'en face était occupé, entre autres, par Gisèle Halimi ou Jacques Vergès, ce « **salaud lumineux** » qui fut également (à l'instar de Roland Dumas) un des proches de Varaut.

C'était cela Jean-Marc Varaut : la fidélité à ses amis quelles que fussent les divergences idéologiques qui eussent dû farouchement les opposer. Monarchiste de

par Aristide LEUCATE

cœur et de conviction, il savait plus que tout autre que la division ne menait qu'à un cul-de-sac politique. L'idée supérieure qu'il se faisait de sa profession d'avocat, celui que littéralement l'on « appelle à



Jean-Marc Varaut (1933-2005)

l'aide », l'empêchait de confondre les genres : « **Un avocat défend ses militants enthousiastes. Il l'a terminée par ces mots : « Vive la République ! Et surtout vive la France ! »** Or le MONDE du 24 avril 2007 qui annonce « l'intégralité de l'intervention de M. Sarkozy » oublie de publier « Et surtout » qui indique un ordre de priorité entre la France et la République. Ces deux mots devaient gêner l'organe de l'anarchisme distingué pour qui la France n'est qu'une référence accessoire... Ce n'est pas une raison pour censurer un texte dont on annonce le texte intégral.

Mais le brillant avocat n'était pas dupe de la nature humaine et il n'hésitait pas à écorner des confrères du Barreau ayant une conception sélective et à géométrie variable de

la présomption d'innocence. La remise en liberté de Maurice Papon, à l'aurore de son procès, par la cour d'assises de Bordeaux (octobre 1997 - avril 1998, procès hors normes, « **le plus long procès de l'Histoire de France** ») avait soulevé un tonnerre de protestations, alors, pourtant, comme le rappelait inlassablement Maître Varaut, à la suite de nombreux juristes, que « **la liberté est la règle, la restriction à celle-ci, l'exception** ».

Le droit et le juste

Celui qui pensait, à propos du procès du maréchal Pétain, qu'« **il n'en avait pas fini d'être plaidé** », était obnubilé par les fondements philosophiques du droit : « **S'interroger sur les fins de la justice, c'est, consciemment ou non, philosopher. Aussi je soutiens que la philosophie est un besoin pour la pratique de l'avocat.** » Dans la lignée de Michel Villey, Jean-Marc Varaut considérait que « **la philosophie du droit [...] n'est pas une spéculation [...] mais un instrument de connaissance du droit et de sa pratique** ».

Voilà l'apport essentiel de ce grand ténor du Barreau qui fut chargé, en 1996, par le ministère

de la Justice d'une mission en vue de l'élaboration d'un code des professions judiciaires et juridiques. L'éthique, c'est-à-dire non pas seulement une déontologie, mais une vraie morale inspirée de la Loi naturelle (qui procède, selon Saint Thomas, de la *Lex aeterna* dictée par Dieu), doit gouverner toute pratique juridique et plus spécialement celle du juge et de l'avocat. Cette éthique est enracinée. Elle provient de ce que notre civilisation a engendré de plus pur. Les règles du procès équitable, le principe du contradictoire, le caractère mixte de la procédure pénale, la proportionnalité des peines, la présomption d'innocence, autant de concepts qui peuvent contribuer, d'après Jean-Marc Varaut, à rendre le droit plus juste.

Beaucoup de juristes oublient cette dimension de justice dans la pratique du droit et peu sont résolus à s'écarter du spectre hideux d'un positivisme autocentré et désincarné : le droit se donne à lui-même son propre mode d'évaluation et de production normatives. L'enseignement que nous a laissé Maître Varaut à travers ses ouvrages et ses nombreuses plaidoiries se résume dans cet aphorisme qu'il a lui-même forgé : « **Le droit n'est ni pur ni fixe.** » À méditer longuement à l'heure où notre droit déboussolé bavarde et s'enlise dans un juri-disme foisonnant et vétillaux.

aleucate@yahoo.fr

* Jean-Marc Varaut : Mémoires interrompus. Flammarion, 464 p., 24 euros.

Jean-Marc Varaut déroule le fil d'Ariane d'une riche carrière consacrée à la vérité et à la justice.

Il n'existe plus guère d'honnête homme à l'ère d'Internet, du cosmopolitisme débridé et de la pensée unique. Maître Varaut était un des derniers de cette race. Celui pour qui la défense des autres était une vocation avait fait de l'avocature une anthropologie. Tout en restant lui-même, il su conserver à chacun de ses clients l'estime de soi, en cherchant derrière le paravent glauque des sombres desseins humains « **des éclaboussures d'équité** ». C'est ce qui ressort de ses *Mémoires interrompus* (1933-2005) où cet « **avocat pour l'Histoire** » déroule le fil d'Ariane d'une riche carrière

LE CRÉNEAU

Le "Monde" censure Sarkozy

● **AU SOIR DU PREMIER TOUR** Nicolas Sarkozy a prononcé une déclaration salle Gaveau devant ses militants enthousiastes. Il l'a terminée par ces mots : « **Vive la République ! Et surtout vive la France !** » Or le MONDE du 24 avril 2007 qui annonce « l'intégralité de l'intervention de M. Sarkozy » oublie de publier « Et surtout » qui indique un ordre de priorité entre la France et la République. Ces deux mots devaient gêner l'organe de l'anarchisme distingué pour qui la France n'est qu'une référence accessoire... Ce n'est pas une raison pour censurer un texte dont on annonce le texte intégral.

Gaspillages

● **FRANÇOIS D'ORCIVAL** cite dans le FIGARO MAGAZINE (6 avril 2007) des chiffres éloquentes du professeur à la Sorbonne Jacques Marseille : « **En cumulant tout ce qui concerne l'emploi (y compris la formation professionnelle) il [le professeur Marseille] observe que nous consacrons 47 milliards d'euros pour lutter contre le chômage en 1995, et 74 milliards d'euros dix ans plus tard. Soit 27 milliards de plus par année, alors que le chômage a reculé de deux points dans l'intervalle... Prenez**

maintenant les chiffres de Thierry Breton, le ministre des Finances : depuis la mise en place des 35 heures, dit-il, la dépense supplémentaire cumulée due à la compensation de la hausse du coût du travail auprès des entreprises représente 100 milliards d'euros, soit près de 10 % de notre dette publique ! Autrement dit, nous n'avons cessé de dépenser plus d'argent pour entretenir 2 millions de chômeurs et travailler moins. Voilà ce qu'il faut arrêter ».

La généralisation des 35 heures dans les P.M.E. que préconise Ségolène Royal ne paraît pas la mesure la plus appropriée pour augmenter la masse de travail et diminuer le nombre des chômeurs. Il faudrait aussi faire cesser les gaspillages tolérés par les gouvernements de droite et de gauche depuis 1995 au nom des politiques de l'emploi successives.

La nouvelle bataille du "18 juin"

● **LE NUMÉRO 220** du magazine LE MARÉCHAL (1^{er} trimestre 2007), organe de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, est riche en matière. Il publie des témoignages et souvenirs sur le Maréchal, par exemple le discours d'Hubert Massol, secrétaire général de l'A.D.M.P., à Cauchy-à-la-Tour, pour le 150^e anniversaire

de sa naissance et celui de Jacques Isorni cinquante ans auparavant au même endroit : continuité dans la fidélité et le combat pour la justice !

On y trouve aussi des articles documentés sur certains épisodes de la Seconde Guerre mondiale.

Le général le Groignec raconte comment il a obtenu le retrait du faux "Appel du 18 juin 1940" placardé dans l'enceinte des Invalides par le Musée de l'Ordre de la Libération. Ce faux affirme : « **Des gouvernements de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude** ». Il est encore placardé partout comme correspondant à la vérité historique. Or il n'y a pas eu de capitulation de l'armée française. Le véritable appel du 18 juin ne mettait pas en cause les gouvernants de l'époque ; De Gaulle y appelait à continuer avec lui le combat contre l'Allemagne. Ce combat s'est poursuivi sur le continent jusqu'à la signature de l'Armistice, le 25 juin 1940. Ledit armistice n'était qu'une suspension d'armes.

Le général De Gaulle a laissé s'accréditer le faux "Appel" afin d'accréditer la thèse de la "trahison" du maréchal Pétain. Une bonne part de la division des Français est sortie de là. Il faut maintenant obtenir le retrait partout des faux "Appel du 18 juin" !

* Le Maréchal, 5 rue Larribe, 75008 Paris.

Jacques CEPOY

Un absent : le drapeau européen

● **ÉRIC ZEMMOUR** dans le FIGARO des 21/22 avril 2007, donne un récit alerte de la campagne électorale. On lit notamment : « **Le 14 janvier, à la porte de Versailles, le ministre de l'Intérieur surprit par un discours bonapartiste, gaullo-social, exaltant la France et le travail, citant à foison et Jaurès et Zola, prenant à revers des socialistes qui avaient déjà mis dans leur viseur "Sarko l'Américain, le néo-conservateur à passeport français". Deux mois plus tard, alors que ses sondages s'effritaient, Sarkozy remit le couvert patriotique avec son ministère de l'Immigration et de**

l'identité nationale. Ses adversaires tombèrent dans le panneau. On ressortit Vichy du placard. Sarkozy joua l'innocent. Ses sondages remontèrent. Sous le haut patronage de Jeanne d'Arc Ségolène s'aligna, Marseillaise à tue-tête et drapeau tricolore dans les chaumières. Besancenot "flippa", Bové s'étrangla, Bayrou appela au calme. En vain. Personne n'agit le drapeau européen. "La nation est le seul bien des pauvres" disait déjà Jaurès, consacré grand homme de cette élection. »

Si le drapeau français a effectivement flotté sur la campagne, il ne faudrait pas que le prochain président nous serve un réchauffé de la Constitution européenne qui abolisse la souveraineté nationale !

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

..... Tél.

Ville Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

Cherche parque au ciseau d'argent...

par **Romain VINDEK**

Si ces tristes sires s'étaient contentés de célébrer à grand renfort de poudre aux yeux les cinquante ans du traité de Rome, nous aurions diagnostiqué une



humanité aiguë compliquée de monétose rebelle dont les dommages irréversibles sur l'encéphale sont bien connus, mais il semble que l'épidémie se soit propagée chez les petits coqs hargneux racoleurs de voix qui sévissent chez nous.

D'un côté le nain atrabilaire propose de créer un ministère de l'identité nationale, tout en faisant adopter, une fois élu, un mini traité qui instaurerait une Europe supranationale, cherchez l'erreur... De l'autre, après avoir bélé l'*Internationale* pendant des décennies, l'héroïne du sourire mitterrandien se met à se trouver un

soudain amour pour les trois couleurs, tout en prônant elle aussi un regain de l'Europe supranationale. Il serait bien sûr vain de chercher une cohérence quelconque dans les discours de ces opportunistes, tout juste bons à faire des entrechats médiatiques.

Par contre, est-ce la maquerelle Europe qui donne des leçons de trottoir à Marianne ou l'inverse ? Le débat est ouvert.

Le venin démocratique

Pendant ce temps, outre-Rhin, Merkel qui n'a d'angélique que le nom, n'en finit plus de s'agiter dans son jus européiste. Nous aurions pu lui pardonner quelques troubles psychiques, consécutifs à son enfance en RDA, mais à ce stade de *délirium europeum*, on est en droit de se demander quel est le mé-

decin courageux qui signera son internement d'office. Deux ans après la paire de claques administrée à la clique technocratique, la voilà qui se pique de relancer une constitution européenne après avoir plus ou moins forcé à adopter, dimanche 25 mars, vingt-six autres pays la "déclaration de Berlin" car « **on doit se demander : si nous n'y parvenons pas, que se passera-t-il alors ?** »

Permettez-moi de vous répondre, chère madame : les peuples européens ne s'en portent que mieux, soulagés qu'ils seront du diktat technocratique et droit-de-l'homme qui les réduit à l'état de pantins consuméristes. Quoi, vous nous réservez votre sempiternelle rengaine sur les nations, causes de guerre ? Revoyez votre histoire et vous constaterez que ce sont les idéologies qui sont à l'origine des guerres de ces deux derniers siècles, dont la démocratie n'est pas la dernière des coupables.

Ce n'est pas, contrairement à certains souverainistes qui ne voient pas que la loi à laquelle ils dénoncent le manquement, est en fait le venin responsable de cette situation, le déni de démocratie qui nous révolte dans ce drame, n'étant à vrai dire que peu démocrate, mais la fétide idéologie démocratique qui s'entête à nier les réalités nationales pour se laisser aller à son intrinsèque penchant universaliste. C'est donc pour le bien des peuples souffrants que j'ai déposé ce matin dans un bureau de recrutement les quelques mots suivants : *Cherche Parque au ciseau d'Argent pour européens impénitents.*

Les européistes donnent dans le bouffon ces derniers temps. Certainement inspirés par l'aberration post-moderne de la "fierté homosexuelle", ils s'étaient donnés rendez-vous pour célébrer la "fierté européenne" le samedi 17 mars à Lille. « **La philosophie de ces états généraux est qu'il faut être fier (sic) de ce qui a été fait, mais aussi conscient de ce qui n'a pas été fait** » nous explique Guillaume Klossa, président en colottes courtes d'*Europa Nova*.

Cela promettait un bel étalage de bêtises de la part du troupeau d'ânes convié à la cérémonie ! En tête arrivait Delors, dont on pensait qu'avec le temps, il serait devenu grabataire et se serait contenté d'ululer de temps à autre "Europe" et "démocratie" sous le regard condescendant de son infirmière. Coïncidence étrange, un autre spécimen d'*asinus stupidissimus* arrivait, tout droit échappé du service de tératologie où son père l'avait fait interner : l'inamovible (bien que nous espérions toujours) Aubry. En cortège se pressait ensuite tout un ramassis de rad-socs à la manque, de sociaux à la petite semaine dont le mauvais pitre Julliard et autres "citoyens européens".

Les totems vermoulus

Journée de la fierté européenne, beau titre n'est-il pas ? Mais l'on a beau chercher, quelle est la fierté d'appartenir à l'Union européenne ? Le côtoiement d'une horde de zombies mondialisés ? L'asservissement à une

secte de technocrates emplumés ? Très peu pour moi, merci. Entre les bégaiements de Julliard et les gigotements de la mère Martin, j'ai fini par saisir les derniers objets de cette "fierté" : diversité, égalité, démocratie, droits de l'Homme, bref les vieux totems vermoulus autour desquels la tribu des eunuques à la rose ont entamé un semblant de bourrée.

"Vieil hibou décati", Delors expliqua devant un parterre de légumes, les larmes aux yeux, son "Européitude" (pour paraphraser "Aigle royal", chef de la tribu) "Castor absent" Julliard entonna ensuite la mélodie de "l'Europe de demain". D'autres cérébralisés plus ou moins atteints entrèrent tour à tour en transe sur des sujets aussi originaux que *la diversité, une chance pour l'Europe ?* (je vous passe la réponse) ou *la lutte contre l'exclusion, un objectif européen*.

Entrechats médiatiques

Que retenir de cette manifestation, si ce n'est un pauvre babillage stérile entre neuro-déficients, gazouilleurs de comptoirs et tapineuses de dernière zone. Pauvres pitres, pitoyables et pédants... On remarquera tout de même que, pour des personnes se drapant dans la toge immaculée de la démocratie, le débat ne fut guère présent.

TÉLEX

Une industrie sinistrée

Selon une étude de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC, citée par Auto Moto (mai 2006), 30 000 emplois seraient menacés dans l'industrie automobile française d'ici 2009. Entre 2001 et 2006, ce sont déjà 28 000 emplois qui auraient été supprimés chez les constructeurs et les équipementiers, dont 9 000 pour la seule année 2006. Parallèlement, 90 000 postes ont été créés dans les nouveaux États-membres de l'UE... Le phénomène pourrait encore s'aggraver avec l'intégration des activités de recherche et développement à proximité des sites de production : « **Jusqu'ici, les consommateurs français pouvaient considérer qu'ils achetaient un véhicule conçu en France, à défaut d'y être construit. À l'avenir, cela pourrait être de moins en moins le cas. Ainsi, Renault s'appête à signer avec le gouvernement roumain un accord portant sur la création d'un centre de recherche et de design sur place** »...

Condamnation des "khmers roses"

Le 5 juin 2005, une vingtaine de militants de d'Act up Paris s'étaient introduits à Notre-Dame pour célébrer le "mariage" d'un couple homosexuel, et manifester, sous les yeux des fidèles et des touristes, leur opposition aux valeurs catholiques. En conséquence, le 24 avril dernier, l'association a été condamnée à verser un euro de dommages et intérêts et 2 000 euros d'indemnités au recteur de la cathédrale. Le tribunal de grande instance de Paris a considéré que cette action portait atteinte à la liberté de religion et au libre exercice du culte qui « **constituent**

des libertés fondamentales protégées par l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Qui vote Bayrou ?

Parmi les électeurs de François Bayrou, on compterait 44 % de ceux qui avaient apporté leur suffrage à Jean-Pierre Chevènement en 2002, selon un sondage "sortie des urnes" réalisé par CSA et Cisco France. Ce chiffre, à première vue paradoxal, manifeste sans doute la volonté d'en finir avec le clivage droite-gauche et la cuisine partisane... Il appartient aux royalistes de démontrer à leurs concitoyens comment les institutions monarchiques pourraient répondre à leur légitime aspiration.

Platitude

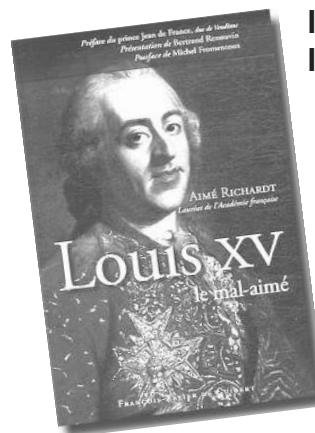
Au soir du premier tour, Ségolène Royal s'est fait remarquer par une prestation affligeante : son discours d'une incroyable "platitude" fut prononcé de façon hachée, sur un ton monocorde, qui n'aurait même pas supporté la comparaison avec les annonces sonores diffusées automatiquement dans les gares... Qu'une telle personnalité soit arrivée au seuil de l'Élysée en dit long sur la décomposition du politique : les Français sont manifestement séduits par l'idée de voir la République présidée par une personnalité "à leur image", dont l'apparente incompétence semble les indifférer au plus haut point : ils ne souhaitent plus être gouvernés, mais plutôt "maternés".

G.D.

À LIRE ET À OFFRIR

Aimé RICHARDT

lauréat de l'Académie française



**LOUIS XV,
le mal
aimé**

Préface de S.A.R.
LE PRINCE JEAN DE FRANCE
duc de Vendôme

Présentation de Bertrand RENOUVIN
Postface de Michel FROMENTOUX

* Éd. François-Xavier de Guibert, 384 pages, 29 euros.
(Disponible à nos bureaux : 32,77 euros franco)

Boris Eltsine, le liquidateur de l'URSS

Boris Eltsine, le dernier président de l'Union soviétique et le premier de la Fédération de Russie, est mort le 23 avril à l'âge de soixante-seize ans dans un grand hôpital moscovite où il avait été hospitalisé pour des "complications cardio-vasculaires".

Pour l'Histoire, il restera comme le liquidateur de l'U.R.S.S., l'homme qui remplaça Mikhaël Gorbatchev, permit une sortie en douceur des républiques intégrées de force par les communistes à l'Union soviétique et fut élu président d'une Russie en pleine crise qu'il n'a pas réussi à remettre sur les rails.

Quelques images resteront de lui : celle de l'homme montant sur un char de combat à Moscou pour proclamer son opposition à une tentative de coup d'État contre le régime moribond de l'Union soviétique, celle aussi de l'homme qui fit tirer sur le Parlement. En Occident on appréciait beaucoup les images des scènes, banquets, cérémonies, où on voyait le "maître" de la Russie ivre, pitoyable. On critiquait aussi publiquement, tout en s'en réjouissant dans les coulisses, le fait qu'il ait livré, au nom de la libéralisation, tout l'appareil industriel russe à

quelques "oligarques". Des experts américains "conseillaient" cette politique de "privatisation" qui devait permettre à quelques grandes multinationales de mettre la main sur



Boris Eltsine

l'immense richesse énergétique de la Russie, sur la totalité de son économie.

La Russie s'enfonçait, ses richesses étaient pillées par ces "milliardaires" surgis du néant, liés à

par
Pascal NARI

l'entourage voire à la famille d'Eltsine, lui-même sur le déclin et impuissant.

À la veille de l'an 2000, sous la pression de l'opinion publique et devant la désagrégation du pays, il fut pratiquement contraint d'abdiquer. C'était l'heure de Vladimir Poutine.

Le retour de la Russie

Selon de nombreux Russes, le plus grand service rendu par Eltsine à son pays aura été d'avoir choisi comme successeur cet homme qui va symboliser le retour de la Russie, une Russie débarrassée du bolchevisme, sur la scène internationale et de rendre leurs richesses aux Russes.

En moins d'une décennie, grâce à un retour à ses traditions

historiques, à sa culture, à sa foi ancestrale, la Russie a retrouvé la puissance et le respect perdus. Cela gêne beaucoup à l'extérieur. Les "grands intérêts" qui mènent le monde auraient tellement voulu mettre la main sur les richesses immenses de ce pays, en faire une nation endettée, plongée dans le chaos, sans espoir et sans perspectives comme autour de Gorbatchev, qu'ils appréciaient tant, et d'Eltsine, faible, malade et alcoolique, dont on pouvait se moquer à bon

compte et humilier le pays. L'ultime sursaut d'Eltsine a permis de sortir la Russie du marasme.

La Russie de Poutine a rendu hommage à Boris Eltsine. Il a été le premier chef d'État de la Russie à être enterré selon le rite orthodoxe depuis la révolution bolchevique. La cérémonie religieuse a eu lieu dans la cathédrale du Christ Saint Sauveur, à quelques pas du Kremlin, détruite sur l'ordre de Lénine, reconstruite à l'identique, avec toute sa splendeur d'antan, sous Eltsine et Poutine. Tout un symbole.

De nombreux "grands" de ce monde étaient venus rendre hommage à Eltsine, en fait à la Russie nouvelle.

DÉCOMMUNISATION INTERDITE

Depuis qu'en Pologne le gouvernement veut prendre de timides mesures contre ceux qui ont travaillé pour les services secrets communistes durant les années noires, on voit se dérouler en France une campagne hystérique contre cette prétendue "chasse aux sor-

cieres", alors que les mêmes médias applaudissent depuis soixante ans lorsque sont traînés devant les tribunaux des hommes, même grabataires, censés avoir été les complices des nazis. N'y a-t-il pas là une curieuse contradiction ?

Y.L.

L'évitable guignon égyptien ou "le colonel et l'enfant-roi"

Gilbert Sinoué, à propos de l'Égypte, entremêle avec un bonheur inégal le style du récit romancé à la manière de Dumas, l'appel à l'histoire politique générale et des couplets lyriques et nostalgiques où l'inspiration vaut souvent plus que l'expression formelle. C'était déjà le cas avec *L'Égyptienne* et la *Fille du Nil* qui montraient les premières années de *Méhémet-Ali le Grand*. C'était aussi vrai avec le *dernier Pharaon*, tentative d'une biographie consacrée au même Méhémet-Ali. Avec *Le colonel* (Abdel Nasser) et *l'enfant-roi* (Farouk 1^{er}) la même démarche (1) se poursuit avec l'agrément du récit vivant au présent de l'indicatif et ce qu'il faut bien appeler un manque de rigueur dans l'établissement des faits, accompagné d'une absence d'élévation dans le relevé des causes et des conséquences.

La dictature nassérienne

Les "officiers libres" s'emparant du pouvoir à la suite du coup d'État du 26 juillet 1952 mis en place par la C.I.A.. Le général Néguib sert de prête-nom à cette équipe, mais très vite le colonel Nasser deviendra le dictateur : il détiendra tous les pouvoirs de 1954 à sa mort survenue en septembre 1970.

Le bilan de son gouvernement apparaît effroyable : les guerres menées contre Israël perdues; l'économie égyptienne ruinée. Une expédition militaire menée contre le Yémen arabe s'achève par une défaite. Il favorise dans son pays une présence soviétique paralysante. Il parvient à susciter la haine des autres gouvernements arabes.

Une seule réussite indiscutable : le service de renseignements. L'Égypte entière est couverte d'espions à sa solde. Les do-

mestiques des grands hôtels sont munis de montres-bracelets enregistreuse et rapportent les conversations collectées. Systématiquement dépouillées de leurs biens, les grandes familles traditionnelles de la vallée du Nil, réduites à la pauvreté, à l'exil, abandonnent une société égyptienne réduite à une véritable atomisation.

Personne, semble-t-il, depuis 1955 n'aura mis l'accent sur un trait de caractère d'Abdel Nasser : tout laisse croire que ses déconvenues proviennent non pas d'une débilité mentale, mais de ce qu'il faut bien appeler un esprit faux. Cet admirateur des États-Unis va bizarrement se venger du refus américain de financer le barrage sur le Nil, en frappant les intérêts britanniques et français par la nationalisation du Canal de Suez. Afin de "punir" Washington qui refuse de lui vendre le même armement sophistiqué qu'il fournit sans limitation à l'armée israélienne, il livre son pays, à peine dégagé de l'occupation anglaise, à la stricte domination soviétique.

Sa prétention impérialiste à la domination des autres pays arabes aboutira à la haine de tous. Quand il voudra se dégager de la mainmise des Soviétiques, ceux-ci hâteront médicalement sa disparition en le "soignant" chez eux en septembre 1970. pour ce qui est de ses idées générales, présentées avec servilité par *L'Express* sous le titre pompeux de *Philosophie de la Révolution* elles ne forment qu'un tissu primaire dont la mise en œuvre compromettra jusqu'à l'existence de la nation égyptienne, de l'Islam véritable et desséchera cette fleur de civilisation universelle que représentait l'Égypte royale.

par
PERCEVAL

Né le 11 février 1920, le prince Farouk devient roi d'Égypte et du Soudan à la mort de son père, survenue en 1936. Il a seize ans. Il se marie en 1937. Sa première épouse, la Reine Farida, a une haute idée de la fonction royale. Elle a déclaré : « **Les reines n'ont le droit que d'être reines. Les rois et les reines ont d'abord des devoirs avant d'avoir des droits.** »

L'héritage de Farouk

Le jeune roi n'a pas eu le temps de se former au métier de roi. Dans son ouvrage intitulé *Le Roi trahi* (2), l'historien Adel Sabet justifie son titre par de nombreux exemples. On a beaucoup épilogué sur l'acceptation par Farouk 1^{er} du diktat brutal et maladroit de Sir Miles Lampson, digne d'un gauleiter nazi de l'Europe occupée.

Le fameux incident d'Abdine du 4 février 1942, entraîne parfois des commentaires erronés. Le roi lui-même a commenté la scène : « **Vous voulez donc Nakas? Il est à vous !** » s'exclama-t-il. « **Je savais bien qu'au fond, Lampson ne recherchait que le prétexte à ma destitution. Pardi ! Il ne s'est guère embarrassé de dissimuler ses projets. Aurais-je tenté la moindre résistance que je faisais aussitôt son jeu.** ». Et Adel Sabet de conclure : « **Si on considère l'évènement avec quelque objectivité, nul doute que Farouk eut le dessus ; certes il dut accepter de voir un Nakas**

pacha soutenu par les Anglais à la tête du gouvernement, mais du moins, les objectifs de l'ambassadeur n'étaient-ils pas atteints et, à quelque temps de là, le souverain recouvrit ses pleins pouvoirs ».

Lampson voulait aussi une rupture brutale de l'Égypte avec le gouvernement français: il ne l'obtint pas, on parla d'une "interruption" des relations diplomatiques, en outre, depuis cette date, la langue anglaise fut interdite à la cour royale d'Égypte. Et même, ironie de l'histoire, Nakas ne s'exprimait qu'en français avec M. Churchill.

En dernier lieu, malgré le coup d'État du 26 juillet 1952 patronné par le gouvernement des États-Unis qui contraignit le roi Farouk à quitter l'Égypte, le souverain règle légalement la succession monarchique par rescrit royal en remettant la couronne à son fils, celle d'Égypte et du Soudan.

Anouar el Sadate

Pour comprendre les ressorts de l'histoire d'Égypte – et par là de l'histoire du monde – tels qu'ils se sont manifestés au cours des cinquante dernières années, il convient de lire l'admirable *À la recherche d'une identité, Histoire de ma vie*, d'Anouar el Sadate. Admirable pour sa sincérité (il n'y a chez lui aucun trucage, aucune pause); admirable pour son intelligence (ce chef de guerre ne tourne pas à vide, ne se grise pas de mots, sait réunir les conditions de la victoire avec patience et bon sens); admirable par son élévation spirituelle (il témoigne d'une foi ar-

dente sans fanatisme et une noble exigence de l'honneur militaire).

Ce qu'un homme a pu défaire en côtoyant la démence, de grands Égyptiens peuvent la rebâtir. Ce fut le cas de Sadate et c'est celui du général Hosni Moubarak. Lors de cette victoire d'octobre 1973 « l'aviation égyptienne était commandée par le général Moubarak, je devais lui demander de quitter l'uniforme et de m'assister en qualité de vice-président ».



Que l'Étranger ne s'en mêle pas, surtout pas la C.I.A., force gigantesque d'un cyclope aveugle mise au service des prétendus Frères "musulmans" au nom de la "démocratie", et qui aboutirait à ensevelir l'Égypte dans la fameuse "charia". Mehdi Akef, guide suprême des Frères musulmans invite le président W. Bush à donner ses ordres à l'Égypte pour imposer la dictature du pouvoir des "Frères", la destruction de la patrie égyptienne haïe par la confrérie. S'il était écouté la vallée du Nil reculerait de mille quatre cents ans, livrée sans défense aux prédateurs internationaux.

(1) Éd. J.-C. Lattès, 360 pages, 18,50 euros.

(2) Éd. Balland, 280 pages, 5 euros.

(3) Éd. Fayard.

UN COLLOQUE SUR L'ACTION FRANÇAISE



L'Action française

Culture, société, politique

Un colloque consacré à l'Action française s'est déroulé à Paris du 21 au 23 mars 2007 dans les locaux du Centre d'histoire de l'Institut d'Études politiques, 56 rue Jacob, locaux chargés d'histoire puisque c'est là que fut signé le traité mettant fin à la guerre qui opposait la Grande-Bretagne à ses treize colonies révoltées d'Amérique et qui leur accordait l'indépendance.

Ce colloque avait été organisé avec les concours de l'Institut de recherches historiques du Septentrion et du Comité d'histoire parlementaire et politique sous la direction de Michel Leymerie et de Jacques Prévotat.

Ces journées avaient l'ambition de s'inscrire dans la suite des colloques organisés par Victor Nguyen, trop tôt disparu, dans les années soixante-dix à Aix-en-Provence, sous l'égide du Centre Charles Maurras. C'était là un pari audacieux mais qui a été tenu.

Bien évidemment les organisateurs de ces journées, et c'est là leur mérite, n'ont pas cherché à copier ce qui s'était fait jadis, d'une part parce que la très grande majorité des témoins directs de cette époque ont disparu et d'autre part parce que des problématiques nouvelles ainsi que de nombreux travaux universitaires consacrés à l'Action française ont vu le jour depuis cette époque, comme on pourra en juger à travers la variété et la qualité des différentes interventions, une vingtaine au total.

Comme l'a fait observer Jacques Prévotat en conclusion, la période où l'Action française a été la plus créative et la plus active se situe entre 1899 et 1914. Cette réflexion

est profondément juste. Ce fut l'époque où le mouvement ne s'est pas contenté d'imposer la fête de Jeanne d'Arc et de lutter contre les Inventaires, mais a cherché aussi à renouveler la vie politique en re-

l'alliance des anarcho-syndicalistes. Elle invitait les meneurs ouvriers à discuter publiquement lors de ses réunions qui étaient pratiquement toutes contradictoires. Elle a même cherché

à faire de l'Action française un parti d'ordre. Certes, jusqu'en 1926, le mouvement a été encore très actif. Il suffit de rappeler les grèves estudiantines de 1925 à la suite de la nomination de Gaston Jèze à la fa-

pleine force de l'âge, sans compter les grands blessés, les gazés, etc, a atteint l'Action française comme les autres forces vives du pays. Ainsi, la condamnation de 1926, dont tous les intervenants ont souligné, à juste titre, l'importance, a-t-elle frappé une école de pensée dont les cadres intermédiaires et les troupes avaient été décimés. C'est ce qui explique qu'à partir des années trente le mouvement ait eu du mal à renouveler ses méthodes et ses thèmes dans un monde en mutation et que, par voie de conséquence, des scissions se soient produites et que de nouveaux mouvements soient apparus.

Finalement, à travers ces analyses consacrées à l'Action française de 1899 à 1940, c'est toute l'histoire de notre pays qui s'inscrit en creux. Tel n'a pas été le moindre intérêt de ces journées dont on pourra juger de la qualité à travers les cinq compte-rendus ci-après dont quatre ont été rédigés par des jeunes de moins de quarante ans.

Philippe PRÉVOST

N.B. – Il est déjà prévu qu'un autre colloque consacré à l'Action française et à son rayonnement à l'étranger se déroulera à Metz en 2008 et que le suivant sera consacré à l'Action française : Culture et politique en 2009.



plaçant dans les débats l'idée monarchique et en lançant une nouvelle stratégie. Bien sûr, tout le monde pense ici à la création des camelots du Roi, mais le caractère novateur de l'Action française ne s'est pas limité à cela. Avant 1914 celle-ci n'a pas hésité à rechercher

à s'introduire dans la C.G.T. avec un succès limité, il faut bien le reconnaître. Ce sont là des faits oubliés aujourd'hui, et c'est dommage.

Tout a changé après la guerre de 1914. La peur justifiée du bolchevisme et de ses hideuses méthodes ont tendu

à culte de Droit de Paris, ou le rassemblement du Mont des Alouettes, mais il faut bien voir que les sanctions vaticanes de 1926 et 1927 ont frappé durement le mouvement.

La terrible saignée de 1914 qui a privé la France d'un million et demi d'hommes en

L'héritage maurrassien en débat

Un clin d'œil à l'histoire des idées politiques devait assurer la transition entre les grandes rencontres organisées jadis par V. Nguyen et cette nouvelle série. Globalement, le passage de témoin a été réussi. Michel Leymarie et Jacques Prévotat avaient choisi des intervenants magistraux, et des références incontournables (en particulier René Rémond, et Jérôme Grondeux, tenant de la jeune école d'histoire des idées).

Un hommage à Victor Nguyen

En effet, « Approche de la notion maurrassienne d'héritage », tel était le titre d'une intervention de l'historien aixois publiée dans le second volume des *Études maurrassiennes* (pp. 153-167). Rendant à l'histoire des idées politiques toutes ses lettres de noblesse, Nguyen analysait avec brio le concept d'héritage chez Maurras en ménageant des allers-retours entre la vie du maître (le contexte historique, les rencontres) et la définition de la notion dans les textes, évitant l'écueil de la philosophie politique comparée. Le principal exégète du "maître de Martigues" prouvait que cette approche méthodologique était mise en abîme par l'expérience de l'auteur : « Davantage que la stricte matérialité des faits, dans ces évolutions d'un passé investi, puis maîtrisé,

le témoignage maurrassien vaut par lui-même, déployé qu'il est en conscience d'héritage ».

Les réflexions de Nguyen auraient pu servir pour présenter les communications de cette partie du colloque. Recadrer la notion maurrassienne d'héritage, telle était peut-être originellement la mission du président de séance, le doyen René Rémond, absent pour des raisons de santé. (Nous allions apprendre sa mort quelques semaines plus tard, le 14 avril.)

L'Action française et la Contre-Révolution

Esquisser l'espace central au sein duquel se forge l'idée de transmission chez Maurras, pour ensuite saisir comment, selon ce principe, il accepte ou refuse certains apports, voilà ce qui fut l'ambition de Philippe Boutry évoquant « L'Action française, la Révolution et la Restauration ». Il était fort délicat d'innover sur ce champ largement défriché en histoire par Victor Nguyen, en philosophie par Maurice Weyembergh.

Citer Le Play, Taine, Renan, Comte, comme initiateurs à la vie d'esprit ne pose

pas de problème. En revanche, dire que Maistre et Bonald furent ses premiers maîtres mérite d'être nuancé (une communication orale ne permet pas toujours d'entrer dans ces détails). D'une part, parce que Maistre et Bonald sont loin de constituer un duo homogène.

D'autre part, il faut rappeler que si Maurras rencontre, en effet, Maistre très jeune (il remporte dès 1881 *Les Soirées de Saint-Petersbourg* comme premier prix de version grecque), il ne lit Bonald qu'en 1887 dans le cadre d'un recueil de *Pensées*. L'article, qui en découle, publié sous le pseudonyme de R. Amarus dans *L'Instruction publique* du 12 mars 1887, montre l'étendue du scepticisme maurrassien face à la pensée bonaldienne en tant qu'aïeule respectable mais vieillissante. Seul l'intérêt de Bourget, Montesquiou et Dimier, et une récupération en vue de séduire les vieilles élites royalistes réconcilieront Maurras avec l'Aveyronnais. L'aspect contradictoire de l'exposé de Philippe Boutry semble mis au jour quand il cite largement cet article tout en insistant sur la filiation bonaldienne.

Une fois résumé le chapitre « 1889 ou le centenaire contesté » de l'*opus magnum* de Nguyen, Philippe Boutry finit en anticipant sur l'exposé de Christian Amalvi portant sur l'historiographie de l'Action fran-

çaise. L'évocation de Bainville, Gaxotte, du marquis de Roux, de Fustel de Coulanges laisse place à un développement sur l'« appropriation » d'Augustin Cochin par le mouvement. Sa conclusion sur la Restauration fut rapide : « Maurras pensait bien plus à une instauration ».

Les conceptions de l'histoire selon l'AF

La synthèse claire et efficace (sources précisées dès l'introduction) de Christian Amalvi (professeur à Montpellier III) soulignait les points communs (refus de l'histoire romantique, détestation de la Réforme et de la Révolution...) et les différences (pour exemple, un Maurras atticiste face à un Funck-Brentano gothique) des historiens d'Action française tout en établissant une typologie assez fine (idéologues, journalistes, historiens) et en complétant la galerie de personnalités (Daudet, Massis, Bernanos, réévaluation de Funck-Brentano).

On ne saurait reprocher à un universitaire de s'offusquer devant le manque d'académisme de nombre d'historiens du mouvement. Pour compléter cette intervention, la lecture de Stephen Wilson (« Les historiens d'Action française », *Études maurrassiennes*, vol. 2, pp. 195-202) apporte un autre éclairage global sur



Dans les milieux sociaux

Quels ont été les rapports entre l'AF et les différents milieux sociaux qui constituent le paysage français ? Si le monde paysan et la classe ouvrière n'ont pas encore été étudiés, le colloque a permis de mieux évaluer les relations entre le mouvement maurassien et des milieux professionnels qui comptent fortement dans la société et que l'AF semble, parfois, privilégier dans sa conquête des "Français actifs".

Des sympathies au Barreau

Dans les milieux juridiques, étudiés par **Gilles Le Béguet**, l'influence de l'AF se fit sentir grâce à sa récupération de la vieille société des juristes catholiques et du vieux barreau royaliste de Paris, encore vigoureux au début XX^e siècle, et à une présence marquée dans les milieux d'avocats, en particulier en France méridionale, dans la Vienne ou encore dans le département d'Alger. Mais le principal nom du barreau connu dans le mouvement d'AF est le marquis de Roux, réputé aussi pour ses nombreux travaux historiques.

La crise de 1926 a porté un coup rude à la propagande d'AF dans les milieux juridiques en détournant de nombreux catholiques ; de plus, l'AF a beaucoup tardé à mettre en place des structures pour accueillir les avocats, ce qui rendit le coup plus rude encore. Malgré les sympathisants du "Cercle

de Sèze" et un certain renouveau activiste au milieu des années 30, dont Robert Castille est le meilleur exemple, les défections furent nombreuses comme celles d'Edgar Faure ou de Jacques Renouvin, et, s'il peut subsister une "imprégnation maurassienne" dans le Barreau, l'influence de l'AF doit être, en fait, révisée à la baisse.

Défense des médecins

Dans les milieux médicaux, évoqués par **Bénédict Vergèze-Chaignon**, l'AF trouve quelques échos favorables du fait qu'elle milite contre le trop grand nombre, à ses yeux, de médecins étrangers, ce qui, toujours d'après l'AF, entraînait une baisse du revenu des médecins français concurrencés sur leur propre terrain. Ce discours qui s'en prenait, dans les facultés de médecine, aux "mètèques", en particulier à travers *L'Étudiant français* (le périodique des jeunes maurassiens), rencontra un indéniable succès et les banquets médicaux organisés par l'AF réunirent 700 participants en 1933 et 1500 en 1935, tandis que *Le Médecin* apparaît comme un organe mensuel "corporatiste" de l'AF. À écouter la communication de Mme Vergèze-Chaignon, il semble bien que, plus que le royalisme, c'est un certain nationalisme de "défense", voire d'exclusion, qui prévalait parmi les médecins : mais, sans doute faut-il relativiser pour ce qui est de la province, où exista

un royalisme de notables moins marqué par les idées "parisiennes" et dont **Pierre Mauriac** est le parfait exemple à Bordeaux.

Concurrence dans l'Armée

Les milieux militaires peuvent constituer pour l'AF un "vivier" mais, malgré son rayonnement certain, elle n'arriva pas à le capitaliser et elle sera toujours concurrencée par d'autres mouvements moins activistes, comme la Fédération Nationale Catholique du gé-



Le marquis de Roux

néral de Castelnaud ou les Croix de feu du colonel de la Rocque, ainsi que le signale **Olivier Forcade**. D'ailleurs, malgré la mise en avant de la figure de Jeanne d'Arc, qui symbolise à la fois la synthèse entre catholicisme et politique, entre le rôle militaire, le sens de la patrie et du sacrifice,

et le sacré royal, l'AF échoue à faire des militaires des monarchistes, et cela malgré la présence dans ses rangs d'officiers libérés de l'astreinte militaire et du devoir de réserve comme Bernard de Vésins, le "colonel-comte", ou l'amiral Schwerer qui sera président de la Ligue d'AF dans les années 30. Nous pourrions ajouter le nom du colonel François de Lassus Saint-Genès, mort au Champ d'honneur le 7 juin 1940. Certes, de nombreux officiers lisaient le quotidien (y compris après la condamnation pontificale, comme Philippe Clerc de Hautecloque, le futur maréchal...) et donnèrent même des conférences dans les cercles proches de l'AF (comme le colonel De Gaulle, futur général...). Mais l'AF n'est jamais apparue comme "le" mouvement politique de l'Armée, sans doute parce qu'elle faisait peur à des militaires attachés à "l'unité" de la nation que ne pouvait représenter à leurs yeux un mouvement antirépublicain.

Antilibéralisme ?

La très riche communication d'**Olivier Dard** sur l'AF et les milieux économiques mériterait à elle seule un grand article : la résumer est une tâche d'autant plus difficile... Selon M. Dard, l'AF possède un discours clair en politique, ce qui n'est pas forcément le cas en économie, à laquelle Maurras ne consacre que cinq pages dans son *Dictionnaire politique et critique* et pour laquelle il avoue une

certaine indifférence ou, plutôt, un moindre intérêt, au point d'avouer en 1936 dans *Nos raisons...* un certain échec de sa part à penser l'économie, car l'essentiel est, d'abord, de changer le cadre politique. Certes, il y a l'antilibéralisme, l'intérêt pour la question sociale, le corporatisme, mais, sur la question du capitalisme économique, le choix n'était pas net : fallait-il rompre, ou non, avec lui ?

Au début des années 20, Georges Valois essaya d'ancre l'AF dans le monde économique et social par ses différentes initiatives qui firent preuve d'une certaine adéquation avec le temps mais, malgré les débuts encourageants d'une structure contrôlée par l'AF, la CIPF (Confédération de l'Intelligence et de la Production Française) et l'organisation des "Semaines" et des "états-généraux" par Valois, ce fut l'échec, en particulier après le départ de leur principal animateur qui ne sera pas vraiment remplacé.

Dans les années 30, les écrits économiques de Jacques Bainville connurent une certaine consécration (publication de *Fortune de la France*) mais n'ont pas de grande originalité sur le plan de la pensée économique.

Ainsi, le bilan de l'AF dans sa tentative de pénétration des milieux économiques apparaît globalement négatif, malgré les initiatives originales (mais sans lendemain) de Valois et les tentatives, durant la période de Vichy, de deux jeunes maurassiens critiques, Jean-François Gravier et Louis Salieron. Quant à la Charte du Travail édictée par l'État Français, elle était très éloignée de ce que voulait l'AF.

Ainsi, on constate, au terme de cette étude des

la révision historique organisée par l'AF en finissant d'énumérer les références importantes (Jean Héritier, Charles Benoist, les frères Delebecque...).

Face au "spirituel républicain"

L'intervention de **Jérôme Grondeux** (maître de conférence à Paris IV) a défini avec excellence les différentes racines historiques du concept de « **spirituel républicain** » post-révolutionnaire (premier courant : Victor Cousin et les doctrinaires, puis les spiritualistes philosophiques tels Renouvier, Blondel ou Ollé-Laprune ; deuxième courant : les mystiques attendant une religion de l'avenir et les humanitaristes ouverts à une tradition religieuse confrontée à la notion d'humanité ; troisième courant : la tentative positiviste).

Il est moins entré dans les détails du processus de déshumanitarisation du comitisme par Maurras, de même qu'il a peu analysé l'alliance de revers entre les catholiques et le positivisme d'Action française face aux « **nuées** »

de spiritualisme républicain (le post-classicisme contre le romantisme) dont la démocratie chrétienne (Sillon) constitue l'une des formes les plus abouties au début du XX^e siècle.

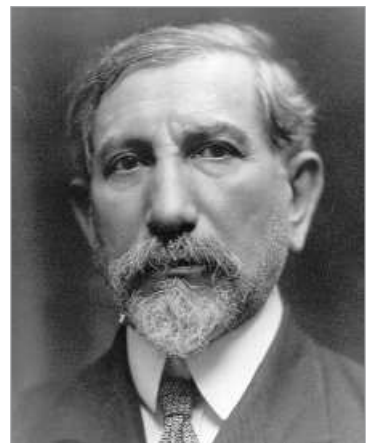
Aux dires de **Jérôme Grondeux**, l'amour du classicisme serait le seul universel maurassien et s'expliquerait par l'abandon de toute prétention métaphysique, par le refus du vague et de l'indéterminé, et par conséquent par un culte de l'unité qui s'oppose clairement à l'impossible symbiose humanitaro-philosophique. L'âpreté de la genèse du dernier concept pouvait justifier que le nœud de l'exposé n'intervienne qu'en conclusion de chaque partie.

Les ligues nationalistes

Bertrand Joly (professeur à Nantes), auteur d'un monumental *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900)*, ne pouvait examiner qu'avec compétence et rigueur l'héritage critiqué voire récusé des ligues nationalistes antidreyfusardes. C'est une AF grandissante qui s'inspire de

l'idéologie (nationalisme et les anti- qui s'y rattachent : anti-parlementarisme, antisémitisme, antiprotestantisme...), de la tactique et de la culture de ligues déclinantes.

Les raisons d'un tel processus sont à chercher dans le magistère intellectuel d'un Maurras, qui a su démontrer aux nationa-



Charles Maurras

listes que la monarchie, seule, autoriserait une conservation de la nation, rendant caduque leur « **démocratisme naïf** ».

S'opposant à Philippe Boutry, Bertrand Joly ironise sur une AF qui « **attend Godot** », posant la

question du coup de force. La mise en interrogation signifie-t-elle impuissance ? L'argument semble aussi rhétorique que le questionnement sur lequel il s'abat. *Si le coup de force est possible ?* paraît souligner l'attachement à une révolution contraire. Il s'agit – pour Maurras – de peser en conscience les conséquences d'un tel acte, tout ce que n'ont justement pas fait, à ses yeux, les révolutionnaires en brisant dans le sang l'ordre unitaire naturel et traditionnel du pays sur un coup de folie suicidaire et dévastateur.

Envie d'aller plus loin

Tant de thèmes pouvaient apporter un regard neuf sur la question et ne furent pas évoqués ! Pour exemple, les rapports d'une AF naissante avec les royalistes traditionnels et leurs idées (bonaldiens, maistriens, adeptes de Blanc de Saint-Bonnet...ou simplement le Bureau du Prétendant) auraient mérité des communications.

L'histoire des idées n'a pas eu toute sa place dans ce colloque

et l'approche sociologique, même si elle a apporté beaucoup de nouveautés (sur les sociabilités, les milieux religieux et sociaux, la diffusion et les dissidences, et surtout les cas régionaux), a pu difficilement compenser l'aspect conventionnel de cette session au regard de l'historiographie préexistante et du foisonnement extraordinaire des deux autres journées.

« **Autour de la notion maurassienne d'héritage** », partie la moins audacieuse du colloque, en dépit d'intervenants et d'interventions de très grande qualité, est venue attester qu'il y avait encore beaucoup à faire pour définir les idées maurassiennes en leur temps, de même que pour évaluer les influences dont elles se sont variablement et diversement nourries pour aboutir à cette synthèse qui a tant imprégné par capillarité la société française du premier XX^e siècle.

Si elle n'a pas toujours répondu à fond à la question débattue, cette première séance a eu le mérite de la poser et d'ouvrir des perspectives de réflexion nouvelles.

Tony KUNTER

UN COLLOQUE SUR L'ACTION FRANÇAISE



Dans les milieux religieux

► rapports entre l'AF et les milieux sociaux que l'influence réelle du mouvement royaliste doit être réévaluée, mais plutôt à la baisse, et la condamnation papale de 1926 apparaît plus alors comme un révélateur et un accélérateur de l'affaiblissement du poids politique de l'Action française qu'on aurait pu le soupçonner à l'origine.

L'Action française a toujours attiré une certaine jeunesse, « **intellectuelle et violente** » comme l'écrivait Maurras, et c'est sur celle d'avant 1914 que s'est penchée **Rosemonde Sanson** dans sa communication. Quatre traits caractérisent les jeunes d'AF : la précocité (dès les premiers feux de l'AF) ; la propagande par l'étude ; l'"activisme" que Maurras évoque en expliquant que la pensée ne doit pas être séparée de l'action ; le monopole que les jeunes royalistes visent à prendre parmi le monde catholique critique de la République.

La jeunesse d'AF

Tout cela se marqua par la création de l'Institut d'AF destiné à former les élites du lendemain, par la tenue de réunions contradictoires mais aussi par l'usage de la provocation et d'un militantisme de rue dynamique et très "visible", en particulier dans le Quartier latin. La "minorité agissante" que constituaient ces jeunes nationalistes d'AF permit au mouvement de conquérir une forte influence sur le monde étudiant, influence qui se marqua aussi, après la Grande guerre, par la publication d'un périodique, *L'Étudiant Français* (qui parut jusqu'en 1944), qu'a étudié **Guillaume Gros** : les étudiants de l'après-guerre s'inspiraient, au moins dans un premier temps, du jeune Henri Lagrange, disparu en 1915, dont les principaux articles furent publiés dans un ouvrage de compilation préfacé par Maurras, *Vingt ans en 1914*. L'AF attirait d'ailleurs autant par ses struc-

tures de sociabilité (bibliothèques, foyer, salle d'armes,...) que par le "mythe" des Camelots du roi et par cette contre-société qu'elle formait, non-conformiste et capable de s'engager physiquement pour défendre et répandre ses idées.

Dans les années 30, malgré la vive concurrence de nouvelles ligues universitaires, l'AF continua d'attirer et de rayonner, et les non-conformistes de la *Jeune Droite* en furent souvent issus. Il faut d'ailleurs remarquer que leurs "têtes" rappelaient souvent ce qu'ils devaient à l'AF (c'est le cas de Jean de Fabrègues) ou qu'ils en étaient des plumes reconnues (comme Thierry Maulnier). Il me semble possible de les qualifier de « **lys sauvages** » pour en marquer l'originalité...

L'AF au féminin

Un aspect du militantisme royaliste a longtemps été négligé, c'est celui des structures féminines : cet oubli est désormais en partie réparé par la communication de **Bruno Dumons**, qui souligne que la fidélité au roi n'est pas distinct, pour les Dames royalistes, de celle envers l'Église, ce qui causera de véritables drames au moment de la condamnation de 1926. Mais, avant cette date tragique, le grand nom de cette "AF au féminin" est celui de la très active marquise de Mac Mahon, qui restera présidente des Dames jusqu'à sa mort, en 1923, et qui fit de nombreuses conférences en France. Si, dans les organisations féminines royalistes, la conférencière côtoyait la dame d'œuvres, il faut tout de même signaler que leurs nombreuses activités, y compris de "comptoirs", furent une source de revenus non négligeable pour le journal de Maurras...

Ce colloque a, en ce domaine en tout cas, ouvert des pistes d'études qu'il serait bon désormais d'élargir pour mieux comprendre la sociologie du royalisme de la première moitié du XX^e siècle.

Jean-Philippe CHAUVIN

Peu après son apparition, l'Action française a pris résolument la défense de la religion catholique persécutée par l'État républicain et critiqué vigoureusement le protestantisme et le judaïsme. Sur le plan politique, elle rangeait parmi les quatre États confédérés, avec les protestants et les juifs, la maçonnerie et les métèques qu'elle accusait de dominer la France et de l'entraîner à la guerre et à la ruine. C'est dire si les relations de l'Action française avec les milieux catholiques, les milieux protestants et les milieux juifs furent totalement asymétriques d'autant que la condamnation de 1926 assénée par Pie XI compliquera encore les choses.

André Encrevé a montré que, mis à part le groupe Sully dont l'audience a été fort restreinte pour des raisons qu'il a fort bien analysées, l'influence de l'Action française chez les huguenots a été restreinte. Curieusement, elle a peut-être été plus forte auprès de certains juifs. **Catherine Nicault** a distingué parmi ces derniers quatre groupes : le judaïsme officiel qui se méfiait de l'Action française et cherchait à la contrer par tous les moyens légaux possibles au contraire des juifs antifascistes qui, à partir des années trente, n'hésitèrent pas à utiliser la violence pour lutter contre elle. Par contre, on note qu'avant 1914 E. Fleg est devenu sioniste sous l'influence de Lucien Moreau. Après la guerre, des israélites nationalistes ont été tentés par les idées maurrassiennes. On compte quarante-quatre juifs parmi les souscripteurs du journal et certains ont regretté de ne pas pouvoir adhérer au mouvement. De son côté Daudet qui a soutenu passionnément Proust et qui lui fit attribuer le prix Goncourt, répudia tout antisémitisme en 1928. À ce sujet, M^{me} Nicault n'a peut-être pas as-

sez souligné la différence entre l'antisémitisme politique qui était celui de Maurras et de ses amis - antisémitisme à base d'anticracisme puisqu'il refusait aussi bien celui de Hitler vis-à-vis des juifs que celui des sionistes vis-à-vis des Arabes (*L'Action Française* fut en effet l'un des premiers journaux à mettre en garde contre l'invasion des juifs en Palestine) et l'antisémitisme de peau, totalement étranger à la ligue.

Nature et surnaturel

Jacques Prévotat traita du sujet très complexe des rapports entre les catholiques et l'Action française. Celle-ci reçut des soutiens très forts de la part de cer-



Le RP Garrigou Lagrange

tains religieux comme Garrigou-Lagrange, Clérissac et surtout Dom Besse qui comprenait que la doctrine maurrassienne constituait un socle solide pour conduire du naturel au surnaturel, comme elle a suscité des oppositions féroces en particulier de la part de Maurice Blondel et de ses disciples. Cette dernière position s'ex-

pliquait parfaitement comme l'a clairement expliqué **Michaël Sutton** le lendemain, puisque pour le philosophe d'Aix-en-Provence il n'y a pas de différence entre la nature et le surnaturel.

Cette confusion, clairement condamnée par l'Église, fit un retour en force après 1926. Blondel eut des disciples chez les jésuites de Fourvière. Les deux plus célèbres furent les P.P. de Lubac et Fessard.

Mais revenons à l'exposé de Jacques Prévotat qui distingue, à la suite de la condamnation de 1926, quatre catégories de catholiques :

- les maurrassiens catholiques adeptes du "politique d'abord" et tenants d'une condamnation pour des motifs politiques comme Henriette Charasson ou Reviers de Mauny

- les catholiques maurrassiens qui étaient déchirés entre leurs deux fidélités car ils se sentaient profondément catholiques tout en se voulant libres sur le plan politique comme René Bazin et Maurice Rivière,

- les catholiques d'abord, comme Maritain et Robert d'Harcourt,

- les inclassables comme Georges Vedel, étudiant à l'époque, attiré par le nationalisme et par la force de la doctrine maurrassienne.

Ces catégories sont défendables entre 1926 et 1939 mais sont devenues totalement obsolètes après la levée de la condamnation (13 juillet 1939) qui a montré que ceux qui flairaient dans celle-ci des causes essentiellement politiques, en dépit des affirmations contraires de Pie XI et de son entourage, n'avaient certainement pas eu tort. Mais laissons ce débat de côté pour l'instant, il nous entraînerait trop loin.

Yves LENORMAND

CAS RÉGIONAUX

La Bretagne et le Nord

L'Action française en Bretagne, entre renouveau et enterrement du royalisme : tel fut le sens de la communication de **David Bensoussan**, auteur d'une grande et remarquable étude sur les *Droites bretonnes entre les deux guerres* parue à l'automne 2006.

Lorsque l'AF naquit au début du XX^e siècle, le monde politique royaliste s'inscrivait dans une dimension sociale, celle d'une aristocratie rurale enracinée, largement soutenue par le clergé.

Néanmoins, une volonté de renouveau dans le mouvement royaliste se fit de plus en plus pressante, parce que les comités royalistes semblaient se cantonner

à une action purement électorale et "ronronnante".

Raison royaliste

L'AF répondit à cette attente et exerça une véritable séduction à travers la pensée maurrassienne : ainsi, on passa d'un « **royalisme d'affect** » à une « **raison royaliste** ». En même temps, se répandit un antiparlementarisme, particulièrement dans les départements qui n'avaient plus de représentation monarchiste à l'Assemblée nationale, mais elle rencontra de fortes résistances parmi les monarchistes de sensibilité libérale, comme le montrera la crise

entre le bureau politique du Pré-tendant et l'AF en 1910-1911.

À la veille de 1914, la percée de l'AF était un fait en Bretagne, en particulier face au Sillon, son principal concurrent.

La période 1923-1927 apparaît comme la seconde apogée de l'Action française. En ce temps, l'AF comptait une quinzaine de sections, soit 1 500 à 2 000 ligueurs (sur 142 sections et environ 30 000 militants en France). Dans les Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes d'Armor), le royalisme se marquait par une prédominance du monde aristocratique et clérical. Mais il y avait aussi une présence forte de la petite bourgeoisie urbaine dans

le mouvement d'AF, comme à Saint-Malo et à Concarneau. D'autre part, la "nouvelle génération" monarchiste semblait parfois plus maurrassienne que "royaliste loyaliste".

Face aux catholiques

L'AF recrutait au cœur du monde catholique et ecclésiastique et Mgr Charost, archevêque de Rennes, en était un sympathisant. Mais, contre l'AF, *Ouest-éclair*, de tendance démocrate-chrétienne, se déchaîna, en particulier à travers les plumes de l'abbé Trochu et de Desgrées du

Lou et la condamnation vaticane de 1926 eut de profondes répercussions en Bretagne : elle introduit un fossé entre le monde royaliste, y compris traditionnel, et le monde catholique breton désormais plus accessible aux idées de la démocratie chrétienne. Malgré une certaine surenchère activiste, l'AF, au milieu des années 1930, n'occupa plus qu'une place "résiduelle", concurrencée par les ligues comme le PSF du colonel de la Rocque ou les "chemises vertes" de Dorgères.

Dans le département du Nord, dominé par une zone urbaine centrale (Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, Douai, Valenciennes), selon



CAS RÉGIONAUX

Le Midi bouge !

► le professeur **Jean Vavasseur-Desperriers**, l'affrontement entre catholiques et socialistes structura l'espace politique. C'était une zone active pour l'Action française qui n'hésita pas à présenter des candidats surtout pour gêner les candidats catholiques qui n'avaient pas l'approbation de l'AF.

Royalisme populaire

L'après-guerre, en particulier les années 20-27, marqua là aussi l'apogée de l'Action française dans le Nord, stoppée net par la condamnation pontificale. Néanmoins, le mouvement reprit vigueur à la fin de 1933, ce qui se marqua par la forte augmentation du nombre de ligues. Ce renouveau fut sans doute lié à une certaine radicalisation de l'AF dans les années 30 mais aussi à la persistance d'un véritable « royalisme populaire » qui se recrutait parmi les employés plus que parmi les ouvriers. Ainsi, il semble que la condamnation papale de 1926 a ébranlé l'AF mais qu'elle ne l'a pas détruite. Comme en Bretagne, la dissolution de la Ligue d'AF en 1936 poussa de nombreux ligues vers les Croix de Feu du colonel de La Rocque... Néanmoins, doit-on souligner, demeurait l'influence du journal...

Jean-Philippe CHAUVIN

L'après-midi du 23 mars fut consacrée à l'étude de cas régionaux. **Gérard Gaudin**, d'Aix-en-Provence, retraça avec cœur la tradition blanche de la Provence, de la duchesse de Berry et de Berryer à la Seconde Guerre mondiale.

On croit généralement que la foi monarchiste n'avait survécu que dans le petit peuple ; il n'en est rien ; dans une ville comme Marseille, toute une partie de la bourgeoisie l'avait conservée. Être un blanc du Midi signifie surtout un attachement aux traditions locales (cf. Mistral), à la religion, dont les rites sont d'ailleurs partagés, même par les rouges. L'industriel Félix Fournier maintiendra jusqu'en 1914 *Le Soleil du Midi* dont le faible tirage (2 000 exemplaires) ne peut concurrencer la presse républicaine (*Le Petit Marseillais*, 120 000 ex.).

Avec l'apparition de l'AF on assiste à la naissance de sections actives notamment à Toulon, Nice, autour d'Arles, dans le Vaucluse. Du banquet du 19 mai 1903 qui rassemble autour de Paul Bourget 2 500 notables à la campagne menée en 1908 contre la pièce *Le Foyer* de Mirbeau et Nathanson, l'audience royaliste se diversifie en direction des étudiants, représentants, artisans, comptables, etc. Comme ailleurs, l'affaire Larégle coupera en deux les vieux comités royalistes. De 1919 à 1939 la région provençale sera dirigée, d'accord avec Maurras, par le

commandant Dromard. Dans l'entre-deux-guerres on compte ainsi 600 ligues à Marseille ; Aix, ville universitaire, se montre plus réservée. À Nice les réunions se tenaient dans la propriété du comte d'Estienne d'Orves, le service d'ordre étant assuré par Joseph Darnand.

Intense action locale

Dans le Bas Languedoc, traité par **Philippe Secondy**, de l'université de Montpellier, la popularité de la Maison de France était telle que la visite de la duchesse de Guise près de Castries (Hérault) en 1926 rassembla 12 000 sympathisants. La figure contre-révolutionnaire de choc de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier de 1874 à 1921, appuyée sur les milieux viticoles et régionalistes (Albert Arnavielle) et l'action dynamique de M^e André Vincent, délégué du Prince, favorisa l'implantation du mouvement d'AF : le nombre de sections culminera à quarante-six (sur 340 communes) dans l'Hérault et, dans le Gard, en 1930, à trente-trois (arrondissements de Nîmes-Uzès, du Vigan et d'Alès notamment).

La presse royaliste jouait dans cet essor un grand rôle (*L'Éclair* de Montpellier, les *Gazettes* du Languedoc, du Bas-Languedoc et de l'Hérault). Le résultat de cette action locale fut que la zone

du Midi devint un important bailleur de fonds et que dans le domaine électoral la Chambre bleu horizon vit quatre députés du Gard et trois de l'Hérault renforcer le Bloc national. La conférence Berryer, la faculté de Médecine de Montpellier, *Le Languedoc médical* formaient autant de foyers de propagande recrutant de nombreux sympathisants chez les avocats bas-languedociens et les médecins héraultais.

La condamnation de 1926 visera *L'Éclair*, même si la tendance Vincent l'emporta finalement sur celle de Mgr Mignen, évêque de Montpellier.

Trois bastions

Suivant le professeur **Marc Agostino**, de Bordeaux, le terreau devait apparaître moins favorable dans le Sud-Ouest, radical depuis les années 1880. Pays de tradition, dominés par les problèmes de la terre, la viticulture, seules demeuraient fidèles à la monarchie quelques grandes familles (Lur-Saluces) de gros industriels (Saint-Marc, Louit, Georges Bord, Journu, etc.) et des hobereaux.

La VI^e zone d'Action française comprenait, comme aujourd'hui, trois bastions irréductibles : le Bordelais, la Charente inférieure (avec Rochefort et son martyr Jean Guiraud) et le Béarn-Pays Basque (cercle Henri-IV de Pau) auxquels correspondaient de

grands organes de presse : le *Nouvelliste* de Bordeaux, puis *La Nouvelle Guyenne* ; *Angoumois-Aunis-Saintonge*, *Le Nouvel Angoumois* ; *Le Courrier de Bayonne*, *Argua* à Saint-Jean-de-Luz, *Le Mémorial des Pyrénées* et, en Lot-et-Garonne, *Le Paysan du Sud Ouest*.

Partie de Bordeaux, la condamnation fut extrêmement violente pour le clergé favorable à l'AF : chanoines révoqués (Lalanne, Guillet, Mouliné) sans autre forme de procès, inquisition dans les familles... Pourtant la volonté



Mgr de Cabrières

indomptable d'un Paul Courcoural, polémiste redouté de *La Nouvelle Guyenne*, d'un Nel Ariès, l'influence d'un Maxime Real del Sarte établi à Saint-Jean-de-Luz devaient nécessairement en limiter les effets.

On ne saurait oublier que c'est dans cette atmosphère ardemment maurrassienne que le jeune docteur Bentégeat, récemment décédé, fit ses premières armes politiques. On voit par ce qui précède que *Le Midi bouge* de Paul Arène ne devait pas demeurer un vain mot.

Vincent GAILLÈRE

Turbulences

Pour la dernière journée d'études, le colloque a fait état de la question de la diffusion doctrinale, des oppositions et des dissidences de l'Action française.

La matinée débuta par l'étude notable de **Laurent Joly** sur les stratégies intellectuelles et politiques du journal *L'Action Française* de 1899 à 1914. La revue était déjà un lieu de débats. Joly nous a démontré la stratégie élitiste du journal, comment il est devenu l'organe du nationalisme intégral maurrassien et comment il a su fédérer catholiques et patriotes avant même d'être un journal quotidien. Lorsqu'en mars 1908, l'AF devint quotidienne, on y trouva beaucoup d'articles doctrinaux, la chronique "politique" était assurée par Vaugeois, puis par Maurras en 1912. L'actualité y était commentée et servait de support pour appuyer la doctrine maurrassienne, comme lors des rebondissements de l'Affaire Dreyfus ou des multiples campagnes contre la République. « Avant guerre, le journal est l'arme principale du mouvement, il est l'organe du coup d'État contre le régime répu-

blicain », nous dit le jeune chercheur au CNRS.

Hervé Serry montra ensuite comment la guerre entraîna une profonde recomposition dans le monde des revues. Les *Cahiers de l'amitié de France* de Valéry-Radot, organe du catholicisme intégral, sur lesquels l'Action française avait tenté d'exercer une certaine influence avant 1914, disparurent.

Attraction

Après la guerre Henri Massis lança *La Revue Universelle* qui exerça un pouvoir d'attraction vis-à-vis du mouvement comme en témoigne le cas de Jacques Maritain. De son côté Bernoville, soutenu par Mgr Baudrillard, fonda *La Revue des Lettres* afin de réaliser l'union entre catholiques de droite et catholiques de gauche. La condamnation de l'Action française lui fut fatale.

On ne parlera pas de l'intervention de Michel Sutton sur les opposants à l'Action française puisqu'on a déjà évoqué le plus célèbre d'entre eux : Maurice Blondel.

On s'arrêtera par contre sur le cas de Luigi Sturzo, démocrate-chrétien, opposant farouche à Mussolini ; ce politicien, analyste précoce du fascisme, développa une critique du nationalisme et défendit la démocratie parle-



Henri Massis

mentaire. Il consacra trois grands articles à Maurras, pour lequel son aversion était totale. Dès 1929, il se réjouit de la condamnation. Dans ses discours, il assimilait fascisme italien, nazisme allemand et Action française, l'usage de la violence le révoltait et il ne faisait pas de différences entre ces trois mouvements. Il critiqua également l'Action française sur le plan religieux : le contact entre prêtres catholiques et le mouvement était pernicieux. Il

prétendit lutter contre l'instrumentalisation de la religion – ce qui est pourtant bien le fait de la démocratie chrétienne. Pour lui la condamnation de Pie XI était strictement religieuse. La conclusion de **Jean Dominique Durand**, professeur à Lyon III, fut claire : « La position de Sturzo est très tranchée et on ne peut pas assimiler l'Action française aux autres mouvements européens comme il le fait ».

Ruptures

Pour clore cette matinée, **Michel Leymarie** nous parla des nombreuses ruptures d'hommes de plume d'avec l'AF et de leurs différents écrits. Les dissidences dans les années 1920 étaient de nature très diverse, elles étaient pourtant souvent le fait d'une déception. Cependant, tous ces intellectuels éloignés du mouvement s'accordaient pour souligner le prestige de l'Action française d'alors. Le plus célèbre, Georges Valois, était en désaccord avec Maurras sur la méthode et sur le fond : il aurait voulu en premier lieu rallier ré-

publicains et monarchistes. Après son départ, Valois fonda un journal *Le nouveau Siècle*. D'autres personnes sont parties en faisant moins de bruit tels que Louis Dimier ou Beau de Loménie. Henri Lagrange, quant à lui, fut exclu à l'âge de dix-huit ans pour ses activités de syndicaliste révolutionnaire. Chez tous ces dissidents, les questions religieuses ou de politique étrangère ne furent pas présentes. Les raisons des ruptures sont plus à chercher dans les intrigues au sein du mouvement.

Les dissidents dénoncèrent l'abandon des motivations réelles de l'AF : le coup de force impossible, la participation aux élections, la banalisation de l'AF sur le plan national et extérieur. Dans les années trente, le mouvement national fut concurrencé par les nombreuses ligues de droites émergentes.

La jeune génération a été sacrifiée par la Première Guerre mondiale et l'AF n'a pas su ou pas pu réaliser son programme. Après 1926, du fait de la condamnation, son rayonnement s'est affaibli.

Hélène NOWAK

Quelques vérités sur la colonisation

Les Français semblent en avoir assez des apôtres de la haine de soi qui ne cessent de les inviter à la "repentance". C'est en tout cas ce qu'a décelé M. Sarkozy dans son désir de ratisser large par tous les moyens même hypocrites... Mais comment faire confiance au candidat dit de droite quand il dénonce l'esprit de culpabilisation alors qu'on ne l'a pas entendu élever la voix quand les gouvernements auxquels il participait ces dernières années ont souillé l'image de la France et se sont aplatis devant, par exemple, les négateurs de tout aspect positif dans l'œuvre coloniale de la France.

Aux Français perplexes et même à M. Sarkozy lui-même s'il devait entrer à l'Élysée et souhaitait éventuellement mettre ses actes en accord avec ses discours de tribune..., il faut faire lire sans tarder le petit ouvrage sans prétention et pourtant aussi stimulant qu'instructif que vient de publier Arnaud Raffard de Brienne : *La désinformation autour de la colonisation* (1) avec une précieuse bibliographie sur le sujet.

L'Algérie doit tout à la France

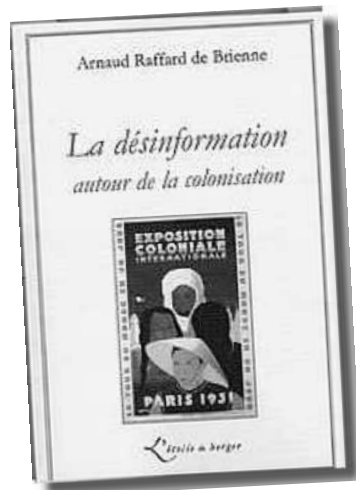
L'auteur, refusant toute vision manichéenne de notre histoire, ne nie point les ombres qui tiennent à toute entreprise humaine, mais ne veut pas se laisser dicter son jugement par « un solide camp du dénigrement et du renoncement, bien enraciné et jamais en retard d'une auto-flagellation compulsive ou d'une repentance par procuration ». Point dupe, Arnaud Raffard de Brienne refuse ce « chantage affectif et moral qui nous est imposé afin de nous extorquer aides, subventions et remises de dettes à répétition. En attendant les milliards qu'il nous faudra sans doute verser, en réparation des crimes vrais ou supposés de la colonisation ».

D'où l'urgence de remettre les idées en ordre. D'abord rappeler cette vérité : ce sont des hommes de gauche, notamment Jules Ferry, qui au nom de l'idéologie des Lumières et de ce qu'ils appelaient la « supériorité » d'une « race » qui connaît les "Droits de l'Homme", ont conduit l'entreprise du second empire colonial français.

Autre rappel, concernant plus particulièrement l'Algérie : la véritable raison de l'expédition d'Al-

par **Michel FROMENTOUX**

ger menée en 1830 par l'armée de Charles X fut, bien au-delà du coup de chasse-mouche reçu par le consul de France de la part du dey d'Alger, la volonté de mettre fin aux agissements criminels des Barbaresques qui rendaient la Méditerranée infrequentable. Qui peut se plaindre que la France ait mis fin à ce cycle de massacres, d'enlèvements, de demandes de rançon... ? Mais en 1830, la France n'a en rien colonisé une Algérie... qui n'existait pas, et l'auteur peut écrire que sans la France « les habitants d'Alger et de la région n'auraient jamais constitué la moindre nation organisée, ni ja-



mais connu de véritable indépendance, ayant toujours été sous une domination étrangère ou une autre [vandale, byzantine ou turque...] » Arnaud Raffard de Brienne aurait pu citer l'indépendantiste Ferrat Abbas lui-même qui disait avoir cherché vainement dans l'Histoire les traces d'une nation algérienne. Voilà qui devrait tout de même rabaisser le caquet de M. Bouteflika...

Sur les bienfaits de la colonisation en Algérie, une comparaison suffit entre le pays actuel qui vit de mendicité et celui d'avant 1962, auto-suffisant sur le plan alimentaire et exportateur de blés et légumes. Plus éloquentes encore les citations de chefs arabes, tel ce ministre syrien : « Si la France était restée vingt ans de plus, elle aurait fait de l'Algérie l'équivalent d'un pays européen ».

Naufrage africain

Car, évidemment, le bilan de la décolonisation doit être révélé au grand jour : il est catastrophique. L'idéologie tiers-mondiste et doloriste n'a engendré que des malheurs. S'il est vrai que trop d'hommes d'Église ont prêté la main à cette mauvaise action (on se souvient des "porteurs de valises"), il nous semble qu'Arnaud Raffard de Brienne assimile un peu vite à ces comportements indignes la politique pontificale qui, du moins jusqu'à Pie XII, envisageait une simple « évolution vers l'autonomie » dont l'abandon de ces pays par la France et les

autres pays occidentaux n'a été qu'une crapuleuse caricature.

D'où le « naufrage » de l'Afrique, que les tiers-mondistes entendent éviter en demandant une aide occidentale toujours plus forte, laquelle part presque toujours au fond d'un gouffre. Alors que l'Afrique pourrait être selon certains économistes le grenier du monde, voilà qu'incapable de gérer ses terres, elle oscille entre famine et pénurie. À quoi s'ajoutent l'accroissement de la dette extérieure, l'incurie, la corruption, l'imprévoyance, l'immaturité, la démographie mal maîtrisée, la ruine des écosystèmes, l'ethnisme congénital de nombre de peuples, la ruine des hôpitaux mal entretenus depuis le départ des occidentaux, ...toutes conséquences d'une décolonisation hâtive, que bon nombre d'Africains déplorent : « Aujourd'hui des intellectuels africains portent sur leurs aïeux et contemporains un regard impitoyable et, loin d'accabler les anciennes puissances coloniales, ils ont la sagesse de balayer devant leur porte. »

Racisme ?

Culpabilisées, les anciennes puissances coloniales croient devoir flatter les gouvernements de ces pays... Cela risque de ne durer qu'un temps, car l'accusation de racisme lancée par le politiquement correct contre ceux qui osent dire la vérité risque fort de se retourner et d'être envoyée, cette fois à bon escient, à la figure de ceux qui entretiennent ces peuples dans une situation humiliante d'assistanat au lieu de les pousser à se prendre en mains.

Outre quelques justes réflexions sur la mauvaise foi de ceux qui condamnent la torture à sens unique et sur le fait que la colonisation a causé plus de pertes que de profits aux pays colonisateurs, Arnaud Raffard de Brienne conclut sur la véritable fonction des accusations portées contre notre Histoire : « Il s'agit d'inhiber, de tétaniser, de paralyser et même de dissoudre notre peuple pour lui faire docilement accepter l'accélération des transferts de richesses en direction des pays du Sud comme le prévoit explicitement le projet mondialiste. »

L'insistance que mettent les "belles âmes" à faire rougir les Français de ce qu'ils sont est bel et bien une participation à un plan de guerre contre les nations traditionnelles occidentales. Raison de plus pour nous d'affirmer à temps et à contre-temps, quoi qu'il en coûte, notre fierté d'être Français.

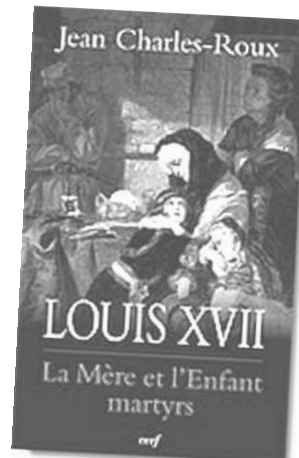
* Arnaud Raffard de Brienne : *La désinformation autour de la colonisation. Coll. L'Étoile du berger. Atelier Fol-Fer, 140 pages, 18 euro.*

Le cœur de Louis XVII

Le tragique jeune roi de France ne cesse de hanter les imaginations, d'émouvoir les cœurs, d'inspirer la pitié et plus encore la piété. La tâche des historiens est pourtant fort malaisée, car la satanique Révolution a fort habilement brouillé toutes les pistes, comme si elle voulait ainsi faire table rase du passé. Elle n'y est point parvenue ; il n'en reste pas moins que, pour des chercheurs épris de vérité, bien des questions continuent de se poser.

Espérance

L'ADN a permis à Philippe Delorme (1) d'acquiescer la conviction que le cœur de l'enfant mort au Temple était bien celui de Louis XVII, et nous avons été nombreux à assister à la magnifique cérémonie le 8 juin 2004 de son inhumation dans la Basilique de Saint-Denis. De son côté Philippe A. Boiry (2) qui croit à la survivance de l'enfant selon lui évadé du Temple, pense que le cœur analysé par l'ADN aurait été en fait celui du premier dauphin, Louis-Joseph, mort en juin 1789, lequel était l'aîné de Louis-Charles, futur Louis XVII.



Sans aller jusqu'à trancher un débat qui ne le sera peut-être jamais, Claude Mouton-Raimbault étudie minutieusement les deux thèses (3). Il reste surtout perplexe devant les itinéraires des deux cœurs à tous les vents de la tornade révolutionnaire et qui se seraient même croisés en 1830 à l'archevêché de Paris ! Pour lui, il reste un doute, car l'on n'a pas, déplore-t-il, pratiqué l'ADN sur le crâne inhumé au cimetière Sainte-Marguerite à Paris. Mais beaucoup disent que le squelette de cet enfant là n'est pas celui de l'enfant royal...

Claude Mouton-Raimbault a le mérite de réaliser une synthèse d'à peu près tous les travaux accomplis sur la question, et son livre ne saurait être négligé. Toutefois il est à craindre que sa conception de l'espérance ait un effet démobilisateur. Il semble redouter que la recherche trop poussée fasse oublier que le cœur de Louis XVII n'est « rien en lui-même » mais « tout si, à travers ses souffrances, nous savons voir les Promesses du Sacré-Cœur à la France ». En somme, il faudrait garder une part « au rêve », plutôt que de chercher à recueillir des explications précises, notamment

pour détruire le mythe de l'éventuelle "survivance", donc de la descendance cachée (?) de Louis XVII. Pour nous, les règles de la légitimité existent ; elles reflètent la loi naturelle et ne peuvent évidemment faire place au "rêve". Se contenter de méditer sur le sacrifice de l'enfant immolé « symbole du renouveau promis » alors que tout autour de nous crie le besoin urgent de rendre à la France son roi, n'est pas agir à l'exemple de sainte Jeanne d'Arc : « C'est vous, non un autre ».

Immolation

L'identification de Louis XVII au Cœur douloureux de Jésus se retrouve dans un grand et beau livre du R.P. Jean Charles-Roux(4), lequel voit dès la naissance le jour de Pâques 1785 « une annonce de l'appel de ce nouveau-né à un trône rayonnant en l'immortalité, après qu'il a été offert, tout comme Isaac, en agneau de Dieu sur l'autel du sacrifice, par la dynastie des Lys, pour le pardon et la rédemption de tous ceux à avoir commis, dans le royaume des crimes, des fautes, des méfaits en le passé, le présent et la suite des temps ».

Le frère de feu Edmonde Charles-Roux (M^{me} Gaston Defferre) voue comme un culte à l'enfant roi. Son livre, dont la couverture s'illustre d'une splendide table de l'enfant au Temple levant les yeux vers sa mère, est émouvant, appuyé sur des pièces très précises et rédigé dans une langue châtiée. De Trianon aux Tuileries puis au Temple, l'itinéraire est celui d'un calvaire, que la famille royale a su accomplir avec une grande conscience de l'exemple chrétien à donner aux Français. Le R.P. Charles-Roux croit que « seul reste le cœur », le cœur de cet enfant devant lequel même les géoliers se sentent émus en lui donnant deux linges mortuaires comme en eut le Christ : « autre signe de ce que la Couronne de France, avec l'achèvement du supplice de l'Enfant, après celui du Père et celui de la Mère, a accompli son Vendredi saint et que le peuple français en a désormais été plongé en une phase de son histoire analogue à celle du Peuple élu après la Crucifixion. » Il nous appartient de mériter, par la prière et par l'action, l'avènement rapide du Jour de Pâques...

M..F.

(1) Philippe Delorme : *Louis XVII, la vérité. Sa mort au Temple confirmée par la Science. Éd Pygmalion, 2000.*

(2) Philippe A. Boiry : *Louis XVII avait-il deux cœurs ? Éd. de Paris, 2004.*

(3) Claude Mouton-Raimbault : *Le cœur de Louis XVII ? Au-delà du doute, l'espérance. Éd. de Chiré, 120 pages, 12 euros.*

(4) Jean Charles Roux. *Louis XVII. La Mère et l'Enfant martyrs. Éd du Cerf, 448 pages, 29 euros.*

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !
 Bulletin d'abonnement en page 4



● **SPIDER-MAN 3. – L' "Araignée"** file un mauvais coton ! Quand débute ce troisième volet des aventures du super-héros adaptées des célèbres B.D. américaines Comics Marvel, Peter Parker/Spider-Man, Tobey Maguire, est pourtant sur un petit nuage : il file le parfait amour avec Mary Jane, Kisten Dust, est en passe d'obtenir un poste permanent de photographe et son alter-ego Spider-Man, est enfin reconnu et adulé par les habitants de New York. Sauf que dans ce troisième épisode, Peter/Spider commence à prendre la grosse tête. Les choses s'aggravent d'autant plus qu'une "force" venue de l'espace (une substance noirâtre) s'empare de lui et laisse éclater son côté obscur. Du coup, on se retrouve avec deux Spider Man pour le prix d'un : un Spider gentil en combinaison "Mako Moulage" rouge et bleu, et un Spider sombre en combinaison noire. Résultat, Peter/Spider va devoir lutter contre lui-même mais également contre ses supervillains qui ne lui veulent pas du bien : Flint Marko/L'Homme de sable, Thomas Haden Church, le véritable assassin de son oncle, Harry Osborn, James Franco, son ex-meurtrier ami décidé à venger la mort de son père le Bouffon Vert (Willen Dafoe dans le premier opus) et qui devient le nouveau Bouffon, Eddie Brock, Trophée Grace, photographe jaloux de Peter, lui aussi touché par la substance noirâtre extraterrestre. C'est dire si notre super héros va avoir du fil à retordre... À l'arrivée, un Spider-Man plus mûr, plus torturé et penchant vers le côté obscur de la force, pour une superproduction divertissante, bourrée d'effets spéciaux et savamment tissée par Sam Raimi.

● **LOIN D'ELLE. – Dans un tout autre registre, Loin d'elle, de la Canadienne Sarah Polley, nous plonge dans le drame vécu par un mari, Grant, Gordon Pinset, dont l'épouse, Fiona, Julie Christie, est progressivement atteinte de la maladie d'Alzheimer. Admise en maison spécialisée sur sa volonté, Fiona a des pertes de mémoire de plus en plus fréquentes. Impuissant face à la "maladie" de son épouse, Grant verra celle-ci**

s'éloigner chaque jour un peu plus de lui et tomber amoureuse d'un autre patient. Du cinoché sensible mais de quoi vous plomber grave le moral.

● **LA FAILLE. – Le crime était presque parfait... Découvrant l'infidélité de sa jeune épouse, Embeth Davidtz, avec le policier Rob Nunnally, Billy Burke, Ted Crawford, Anthony Hopkins, décide de la tuer en mettant au point le crime parfait. Après avoir tiré sur la femme infidèle (qui reste tout au long du film dans le coma), l'inspecteur chargé de l'enquête n'est autre que l'amant de celle-ci. Un amant qui voudrait bien mettre Ted sous les verrous mais qui ne trouve aucune preuve, en l'occurrence l'arme du crime, permettant d'inculper le coupable. Et ce n'est pas plus l'ambitieux jeune procureur aux dents qui rayent le parquet, Willy Beachum, Ryan Gosling, qui en trouvera. Faut dire que pour ce qui est de la manipulation, Ted est un maître en la matière... Servi par un Anthony Hopkins toujours excellent en personnage inquiétant, Charles Weinstock signe un suspense judiciaire prenant du moins jusqu'au rebondissement final qui ne tient pas la route.**

● **LES AUTRES SORTIES :**
– **HITCHER**, remake du Hitcher de Robert Harmon datant de 1985 avec notamment Rutger Hauer dans le rôle d'un tueur psychopathe pris en stop qui tue sadiquement les automobilistes qui le prennent en charge avant de s'en prendre à un couple de jeunes et de leur en faire voir de toutes les couleurs, surtout le rouge sang ! Un remake honnête pour un thriller horrifique bien saignant réalisé par Dave Meyers avec un Sean Bean, en tueur aussi "vicelard" que son aîné Rutger Hauer.
– **JE SUIS L'AUTRE**, un drame psychologique allemand à l'atmosphère lourde comme une digestion après une choucroute royale arrosée de bière, de Margarethe Von Trotta, dans lequel un homme tombe amoureux d'une jeune femme ayant une double personnalité depuis un drame vécu dans son enfance.

Alain WAELKENS

Un monument

par Pierre LAFARGE

Elle date de 1924 mais n'a pas pris une ride. Pour inaugurer "Texto", leur collection historique de poche, les éditions Tallandier ont choisi de republier la monumentale *Histoire de France* de Jacques Bainville (1879-1936), qui fut l'un des grands succès de l'édition française dans l'entre-deux-guerres.

Les éditions Tallandier rééditent l'Histoire de France de Jacques Bainville.

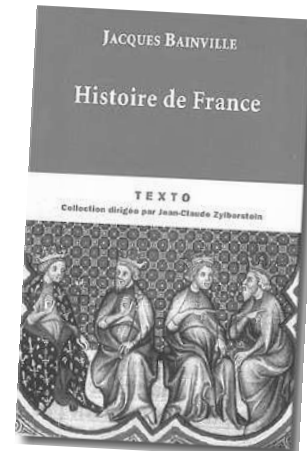
Choisir le travail d'un historien nationaliste et royaliste n'est pas anodin par les temps qui courent. L'éditeur Jean-Claude Zylberstein (par ailleurs fondateur de la collection 10/18) s'en explique : « J'ai appris très tôt que le "nationalisme", dont mon maître Paulhan n'était pas le moindre partisan, ne conduit pas nécessairement au fascisme, moins encore à l'antisémitisme ou à la xénophobie. » Quant au préfacier, Antoine Prost, spécialiste

de la société française au XX^e siècle, il rend hommage au chroniqueur de politique étrangère de *L'Action Française* : « Par-delà ses qualités littéraires, que lui reconnaissent même ses adversaires, Bainville séduit par son parti pris d'impartialité. Il a l'intelligence de ne pas adopter une posture partisane car il prétend écrire une histoire scientifique. »

« Un récit national »

Cette réédition a d'ores et déjà valu à Jacques Bainville l'honneur de deux pleines pages dans l'hebdomadaire *Le Point* du 19 avril dernier. Un autre historien, le médiéviste Laurent Theis, y salue « un récit national où les idées tiennent plus de place que le détail des faits, où la raison l'emporte sur les passions, où le sens de la continuité n'ignore pas les contingences ». Alors que le dé-

bat sur l'identité nationale fait rage chez nos politiques et dans les médias, la lecture ou la relecture de Bainville s'impose. Elle permet de mieux appréhender la nature du creuset millénaire que constitue notre vieille nation.



Cette *Histoire de France* reste un monument du patrimoine intellectuel français.

* Jacques Bainville : *Histoire de France*. Tallandier, 574 pages, 12 euros.

EXPOSITIONS

Praxitèle, "un rêve de pierre"

■ C'est dans le hall Napoléon que le Louvre accueille cette exposition consacrée à un sculpteur grec, né en 400 avant Jésus-Christ : Praxitèle, lui dont le seul nom, avec celui de Phidias, est tout d'abord cité dès qu'on évoque la beauté grecque classique.

Grâce aux efforts conjugués d'Alain Pasquier et Jean-Luc Martinez du Louvre, à la collaboration du Musée archéologique d'Athènes et de certains musées européens, c'est une centaine d'œuvres qui vont évoquer le maître, celui qui fut en son temps le sculpteur de la cité, puis de la bonne société athé-

nienne. On nous prévient d'entrée qu'hormis la superbe *Tête d'Artémis* en marbre de Paros, unique original du sculpteur, les œuvres présentées sont des copies, romaines pour la plupart, et datées des II^e et III^e siècles après J.C. Postérieures, certes, ces œuvres, mais si proches, si fidèles à la main de l'artiste qu'elles nous émeuvent profondément.



L'Apollon sauroctone

Qui résisterait ainsi au charme de l'*Aphrodite de Cnide*, posée – dit-on – par la célèbre Phrynée ? Harmonie des mouvements, de la chevelure, élégance des attitudes, on ne se lasse pas d'admirer la beauté à l'état pur. Praxitèle fut prolifique en son temps et célébré par l'aristocratie athénienne. À défaut de l'*Éphèbe de Marathon*, trop fragile pour venir jusqu'à nous, la grâce de *L'Apollon sauroctone*, beau jeune homme, trucidé de lézards, nous séduit.

Par delà les siècles, Praxitèle demeure pour l'occidental

cultivé, une référence incontournable. On se souvient qu'il y a une dizaine d'années – au regard de tant de siècles – c'était hier – fut découvert au large de la Sicile, en pleine mer, un *Satyre dansant* en bronze. L'artiste en ayant fait nombre de fois un modèle préféré, on lui attribua, plus ou moins, cette trouvaille. Exprima-t-il ainsi une dernière connivence avec nous, ses lointains descendants ? Le débat reste ouvert.

Monique BEAUMONT

* Musée du Louvre, Hall Napoléon jusqu'au 18 juin 2007.

Cocteau : un touche-à-tout génial

■ On le savait poète, réalisateur de films, céramiste, peintre, potier à l'occasion, le voici dessinateur de son demi-siècle dans une discrète exposition du Louvre des Antiquaires. Tout lui est bon, gouache, fusain, crayon, il croque d'un trait incisif son époque : amis, journalistes, hommes politiques, poètes et consorts. Des ballets russes, en passant par le *Bœuf sur le Toit* : Colette, Carco, Édith Piaf, Paul Meurisse, Tristan Bernard, une étourdissante cohorte qui peupla d'imprévus, de rencontres et d'échanges la vie du promeneur du Palais-Royal.

M.B.

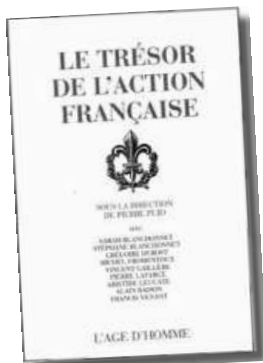
* Jean Cocteau, au Louvre des Antiquaires, Métro Palais-Royal, jusqu'au 28 mai.

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française* 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée

politique de l'Action française en soulignant leur actualité. À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujol, le marquis de Roux, Henri Vaugois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

Les rois ont fait la France

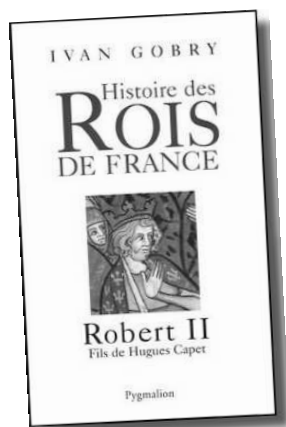
Périodiquement, les élections, avec leur cortège de déceptions, ravivent entre Français un esprit de querelle, de rancœur, voire de haine, tandis que les candidats, préoccupés de leur propre réussite, poursuivent en parallèle la même politique de destruction de l'édifice capétien. Occasion de se souvenir que le salut de la France réside dans le retour de la monarchie.

Personnalité édifiatrice

Non que l'élection fût un concept inconnu de nos aïeux ; elle amena Hugues Capet au pouvoir, en remplacement d'une lignée carolingienne à bout de souffle qui avait perdu le sens de la nation. Cependant, les critères conduisant à ce choix étaient éminemment patriotiques et aristocratiques puisque, en vue du bien commun, le chef élu était regardé comme le meilleur et issu d'une dynastie, celle des Robertiens, illustre par les héros, les défenseurs et les souverains qu'elle avait donnés à la France depuis un siècle, en alternance avec la descendance de Charlemagne.

Cette alternance, voulue par les Robertiens, loyalistes, avait compromis leurs bons résultats, remis en cause par les princes qui leur succédaient. Ce fut le trait de génie de Hugues d'avoir stabilisé le pouvoir en s'assurant que son fils lui succéderait.

Ivan Gobry continue cette histoire des rois de France initiée par le regretté Georges Bordonove et publie une biographie de Robert II pleine d'intérêt. Ni le règne ni la vie de ce prince ne furent faciles. Son père l'avait, à seize ans, marié à une princesse italienne, Rozala, qui, veuve deux fois, avait passé la quarantaine. Robert, ex-



cusable, lui préféra une autre veuve, de son âge, Berthe de Bourgogne. L'Église ne voulut pas admettre cette union, non à cause du renvoi de la première épouse, mais parce que Berthe et Robert cousinaient à un degré prohibé et que le roi était parrain d'un des enfants de la comtesse. Drame affreux pour ce souverain d'une extrême piété mais très épris de sa compagne. Afin d'épargner l'interdit au royaume, il accepta la séparation, puis épousa Constance d'Arles.

Au-delà de ces péripéties conjugales, Gobry, spécialiste de l'histoire et des mentalités religieuses, insiste sur les vertus chrétiennes et régaliennes, du prince, et sur l'exploitation politique que les clercs tentèrent en lui accolant ce qualificatif de Pieux, équivalent

d'une canonisation par la *vox populi*. Il s'agissait de donner une légitimité à la dynastie, qu'eût glorifiée la sainteté du souverain, et de concurrencer le Saint-Empereur germanique Henri, son contemporain.

L'Église n'approuva pas, ce qui ne retire rien à la personnalité édifiatrice de Robert. Sa bonté, sa générosité, sa dévotion ne l'empêchèrent pas d'être un habile politique, guerroyant quand il le fallait. Malgré les catastrophes naturelles qui marquèrent son règne, il laissa une France pacifiée, plus riche, mieux protégée, assurée, à travers ses descendants, d'un avenir où l'espoir trouvait sa place. Peu de gouvernants peuvent se vanter d'un pareil bilan.

Angoisse et pragmatisme

Lorsqu'il succède à son père, Louis VII, en 1180, Philippe II a quinze ans. Un siècle et demi plus tôt, cette trop grande jeunesse de l'héritier avait plusieurs fois incliné les barons à lui préférer un homme mûr. Preuve que la lignée capétienne s'est enracinée, personne ne conteste l'accession au trône de cet adolescent.

Philippe Auguste, le vainqueur de Bouvines, l'homme qui permit à la France de gagner sur la scène européenne une place prépondérante, jouit dans l'histoire d'une popularité exceptionnelle ; l'a-t-il méritée ? Telle est la question iconoclaste que pose Gérard Sivéry, spécialiste incontesté de l'époque et de ses princes, dans une biographie de 1993 récemment rééditée.

Philippe Auguste apparaît ici plus complexe et moins sûr de lui qu'on le croirait. Ce n'est pas sans raison que son biographe débute son récit par un étonnant épisode, celui de la fugue du jeune prince saisi de panique, disparaissant en pleins bois pendant quarante-huit heures à la veille de son sacre, avant de ressurgir si malade qu'il faillit en mourir. Philippe, durant cette épreuve initiatrice, a pris la mesure de son rôle, et c'est ce qui explique son affolement à la pensée des responsabilités à venir. Mais jusqu'à quel point cet angoissé a-t-il été capable de les assumer ?

Sa vie conjugale révèle ces alternances d'angoisse et de pragmatisme : la première union avec la douce Isabelle de Hainaut, une Carolingienne qui renforça le prestige dynastique, mais à laquelle le jeune roi ne porta pas l'affection idéalisée qu'on lui prête ; la malheureuse Ingeburge de Danemark, répudiée au bout de quelques jours pour avoir manifestement frigorifié son époux ; Agnès de Méranie, épousée en dépit du mariage précédent, que Philippe, pragmatique, sacrifia quand il devint impossible de l'éviter, et qui en mourut.

En politique, le roi fut sujet aux mêmes problèmes, mais sut les utiliser. Ainsi son abandon de la

par
Anne BERNET

croisade, sévèrement jugé, mais que Sivéry montre nécessaire, l'intérêt de la France passant, pour Philippe, avant celui de la Terre sainte, et qui se révèle diplomatiquement payant, grâce aux ennuis suscités au retour au dangereux Richard d'Angleterre.

Il y a du cynisme dans ce caractère, voire un manque d'esprit chevaleresque, des défauts aussi, nombreux. Tout cela s'efface devant une réussite exemplaire, en partie fondée sur la qualité des conseillers royaux, dont Frère Guérin, chevalier de l'Hôpital, grand stratège qui détermina la victoire de Bouvines. C'est une vérité plus fascinante encore que la légende qui surgit dans ces pages.

Figure exemplaire

Saint Louis avait neuf ans à la mort de son aïeul, dont l'exemple, édulcoré, le marqua définitivement. Il est remarquable de voir comment il sut s'inspirer de la leçon politique, tout en évitant les défauts, pour se tenir dans la même ligne et renforcer l'œuvre. C'est tout le paradoxe de Louis IX, qui concilia d'une façon unique sa vie spirituelle et mystique, exceptionnelle, et les devoirs de sa charge.

Quoiqu'il soit impossible de dissocié, chez les hommes de ce temps, temporel et religieux, intimement imbriqués, le cas Louis IX demeure à part. Son entourage ne manque pas de figures remarquables, animés d'une foi à toute épreuve, et le sire de Joinville en est un bel exemple, mais lui est d'une autre essence. Véritable gageure pour l'historien, tour à tour tenté de privilégier le roi ou le saint, au risque de ne rien comprendre car les deux ne font qu'un.

Le *Saint Louis* de Georges Bordonove, paru en 1986 et juste réédité, évita ce double écueil pour livrer du souverain un portrait digne d'une enluminure médiévale, tout en grâce exquise mais historique-

ment incontestable. Ne sombrant jamais dans l'hagiographie, Bordonove savait que Louis, doté d'une nature ardente et emportée, ne conquiert pas l'aurole en un jour et qu'il atteignit à la perfection après un chemin fort rude, semé d'épines et d'embûches. Il l'expliquait magnifiquement. Figure



exemplaire, qu'aucune autre dynastie, aucun autre pays chrétien ne mérita, Saint Louis demeure une lumière insurpassée pour éclairer les chemins de la France et lui répéter un message d'espérance et de confiance dont nous avons plus besoin que jamais.

Réussite du travail capétien

Sans doute n'est-il plus politiquement correct de le dire, à l'heure où la croisade appelle les repentances publiques, où la volonté de convertir juifs et musulmans indignes, et où la vertu ennuie ; quel pape oserait aujourd'hui canoniser ce roi trop chrétien ? Jean Markale livrait ces remarques déroutantes dans une autre biographie, romancée, de Saint Louis, *Le chêne de la Sagesse*, mais c'était, contre toute attente, pour prendre la défense du roi, en rappelant que l'on ne fait pas « de petits saints avec de grands saints ». Remarque très juste que plus d'un historien actuel devrait méditer, au lieu de prétendre juger le passé à l'aune de ses propres lumières et ses propres idées.

Aveuglés par de tels partis pris, certains condamnent la huitième croisade, achevée il est vrai en désastre devant Tunis, et fustigent ce qu'ils prennent pour l'aveuglement idéaliste du roi. Gérard Sivéry démontre que le plan royal était, au contraire, remarquablement lucide et intelligent, même s'il n'avait pas pris en compte, et pour cause, l'épidémie qui décima le camp français, tuant le roi, son fils Nevers, et contraignant au retour. Le long voyage vers la France fut épouvantable, car la maladie ne lâchait pas prise et la fatalité s'en mêla. Ce fut escorté des cercueils de son père, son frère, sa femme, son fils, son oncle Poitiers, sa sœur Isabelle, et de l'époux de celle-ci que l'infortuné Philippe III regagna Paris. On a longtemps cru que cette série de malheurs, et la dysenterie contractée en Tunisie qui avait failli le tuer, lui aussi, expliquait les mauvais commencements du règne, tout comme la personnalité du roi semblait avoir souffert de la comparaison avec son père et son fils.

Gérard Sivéry pose, quant à lui, un autre diagnostic : et si le roi Philippe III avait été, en réalité, atteint d'une légère arriération mentale, due à une naissance difficile, qui lui interdit de se comporter en adulte responsable ?

Les arguments avancés ne manquent pas de pertinence. Surtout, si l'historien est dans le vrai, par-delà la personnalité troublée et émouvante du souverain, il met en évidence l'immense réussite du travail capétien : la monarchie française fonctionnait si bien en 1270 à la mort de Saint Louis, qu'elle put s'accommoder, quinze ans, d'un roi retardé, non seulement sans souffrir de ce drame, mais en augmentant l'étendue et la puissance du royaume. Quel autre régime en ferait autant ?

* Ivan Gobry : *Robert II. Pygmalion*, 230 p., 20 euros (131,19 F). Voir l'article de Michel Fromentoux dans L'AF 2000 du 15 décembre 2005.

* Gérard Sivéry : *Philippe Auguste. Perrin*, 430 p., 22 euros (144,31 F).

* Georges Bordonove : *Saint Louis. Pygmalion*, 315 p., 21,50 euros (141,30 F).

* Jean Markale : *Le chêne de la Sagesse ; un roi nommé Saint Louis. Le Rocher*, 305 p., 19,70 euros (129 F).

* Gérard Sivéry : *Philippe III le Hardi. Fayard*, 360 p., 22 euros (144,31 F).

LUS AUSSI

● Georges Bordonove : *LES BOURBONS. Tome 1 : Henri IV ; Louis XIII ; Louis XIV ; Louis XV. Tome 2 : Louis XVI ; Louis XVII ; Louis XVIII ; Charles X ; Louis-Philippe.*

Dans l'œuvre prolifique de Georges Bordonove, poursuivie presque jusqu'à son dernier jour et qui, alternant récits historiques et romans, dont l'admirable et trop méconnu *Le dernier Chouan*, retrace les grandes heures de notre pays, la saga des "Rois qui ont fait la France" tient une place particulière.

Les lecteurs ne s'y trompèrent pas qui, depuis 1980, ont plébiscité ses livres, leur assurant une constante réédition, fruit d'un succès jamais démenti. Il s'agit en effet d'une des meilleures œuvres de haute et intelligente vulgarisation qui se puisse rencontrer. Issus d'un travail de recherche et de réflexion hors du commun, ces ouvrages avaient assimilé toute la documentation disponible et l'avaient mise à la portée du plus grand nombre. Les faits y tenaient toute leur place, mais ni la psychologie ni l'anecdote n'étaient

laissées de côté, de sorte que l'on avait beaucoup appris en les lisant, sans s'être une seconde ennuyé. Il n'existe pas, selon moi, meilleure introduction à notre histoire que ces récits.

La réédition, en deux gros tomes, des volumes consacrés à la Maison de Bourbon, complétés de l'étude intitulée *Louis XVII et l'énigme du Temple*, met à la portée de tous, et surtout des plus jeunes, pour un prix défiant toute concurrence, une somme insurpassable et passionnante.

Si Georges Bordonove n'a pas converti tous ses nombreux lecteurs au royalisme, il leur aura en tout cas transmis l'amour de notre patrie, de son passé, de ses grandeurs et de ses héros, et éveillé quelques vocations d'historiens. Beaucoup lui en seront toute leur vie reconnaissants. Ne manquez pas d'en accroître le nombre en faisant découvrir cette œuvre exceptionnelle à vos proches, et plus spécialement aux adolescents.

* *Pygmalion. 870 et 1100 p., 29,90 euros (196,13 F) le volume.*

La collection Les Cahiers de l'Herne, aux éditions de l'Herne, vient de s'enrichir d'un petit ouvrage qui rassemble de fortes pensées de Charles Maurras et qui présente l'essen-

EN MARGE DE LA RÉÉDITION D'UN OUVRAGE DE MAURRAS

L'avenir appartient au nationalisme

« Le nationalisme français se reverra par la force des choses. Rien n'est fini. Et si tout passe, tout revient. »

Charles MAURRAS

tiel sa doctrine politique. La présentation est sobre et élégante, la typographie claire. Il ne devrait pas manquer d'attirer de nombreux jeunes qui ne connaissant que superficiellement les idées du maître du nationalisme français en restent à l'image caricaturale qu'en donnent les adeptes du "politiquement correct".

Maurras toujours actuel

Il y a bien des réserves à faire sur la courte et dense préface de François L'Ivonne, l'un des directeurs des Cahiers de l'Herne. Parler de la « traversée du désert » de Maurras depuis la fin de la guerre est excessif. Maurras n'a pas cessé d'attirer à lui les nouvelles générations, à l'encontre de beaucoup de dirigeants de l'opinion avant la Seconde Guerre mondiale. En mars 1952 il adressait une lettre ouverte au président de la République, alors Vincent Auriol, dans *Aspects de la France*, pour lui demander la tête de François de Menthon, ancien garde des Sceaux et, à ses yeux, le principal responsable et coupable de l'Épuration. Le gouvernement était interpellé à l'Assemblée nationale sur les conditions dans lesquelles il était sorti de la Maison centrale de Clairvaux en bénéficiant d'une grâce médicale. Tout récemment,

en avril 2007, François Hollande, au cours d'un meeting de Ségolène Royal, reprochait à Nicolas Sarkozy ses références aux grands hommes du passé, et s'écriait « Maurras n'est pas loin ! »

En fait, Maurras n'a jamais cessé depuis 1945 de hanter l'esprit de tous les adeptes des Lumières et du cosmopolitisme comme de servir de maître à penser à tous ceux qui sont à la recherche d'une doctrine de la nation.

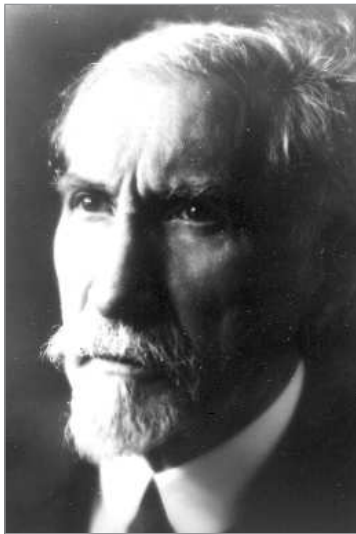
Selon François L'Ivonne, Maurras serait coupable d'avoir soutenu "Vichy" et aurait été condamné en 1945 à la réclusion perpétuelle à perpétuité pour s'y être rallié en 1940 et pour ses prises de position antisémites. Le préfacier est bien mal informé. Maurras a été condamné pour "intelligence avec l'ennemi", c'est-à-dire avec l'occupant allemand, une accusation sans consistance, mais en janvier 1945, la France était en révolution et la justice subissait une éclipse. L'antisémitisme de Maurras (un "antisémitisme d'État" et non un "antisémitisme de peau" comme celui des nazis que Maurras a toujours condamné) a à peine été évoqué au cours du procès. François L'Ivonne a encore beaucoup à faire pour se dégager des préjugés courant sur Maurras.

Un certain style de pensée

Cela dit, malgré ses réserves concernant le passé, le co-directeur des Cahiers de l'Herne rend un bel hommage à Maurras dont il écrit qu'il « incarne exemplairement un certain style de pen-

par
Pierre PUJO

sée qui mêle rigueur, élégance et concision. Une manière très française de ne pas se payer de mots. Le concernant, on comment d'ordinaire deux contre-sens majeurs : en faire simplement un épigone des ultralégitimistes dans la lignée des Bonald, Burke ou Maistre... C'est ignorer sa méthode qui doit l'essentiel au positivisme



Charles Maurras
1868-1952

d'Auguste Comte, à Taine ou à Renan. En faire un théoricien du fascisme, le pendant français de Gentile ou de Mussolini (leur source, selon l'historien Ernest Nolte). Alors que tout les oppose, à commencer par une conception de l'État, du "chef" ou de la nation. »

L'ouvrage comprend deux grands textes politiques de Charles Maurras. D'abord *L'avenir du nationalisme français*, qui est repris

des *Œuvres capitales* (II, *Essais politiques*) où Charles Maurras avait condensé le chapitre X de son ouvrage *Pour un jeune Français* (Amiot-Dumont, 1949). On regrette la version première où Maurras reproduisait la lettre que lui avait adressée, avant de tomber au Champ d'Honneur, Pierre David, chasseur au 4^e Bataillon durant la Grande Guerre. Maurras reconnaissait dans son commentaire la place des « juifs bien nés » au sein de l'Action française.

Une grande leçon d'espérance

L'autre texte publié (dans le même volume) par Les Cahiers de l'Herne est *L'ordre et le désordre* paru en 1948 aux éditions Self (Les Îles d'or), Maurras y expose les principes de sa pensée et sa critique des idées qui ont guidé la Révolution française. Il y démontre notamment comment 1793 est sorti logiquement de 1789.

Nous nous en tiendrons ici aux propos de Maurras sur le nationalisme français. Son texte est étonnant d'actualité. Il affirme d'abord que « rien ne vit comme le sens de la nation dans le monde présent. Ceux qui voudront en abandonner une part ne feront rien gagner à Cosmopolis : ils engraisseront de notre héritage des nationalités déjà monstrueuses ». Le nationalisme, prévoit Maurras, va s'imposer de plus en plus, même au pays légal. Il annonce que parmi les Français du pays légal, « on est déjà et l'on sera de plus en plus acculé au nationalisme comme au plus indispensable des com-

promis. Plus leurs divisions intéressées se multiplient et s'approfondissent, plus il faut de temps à autre, subir le rappel et l'ascendant plus qu'impérieux du seul moyen qu'ils ont de prolonger leur propre pouvoir. Ce moyen s'appelle la France. »

Quand on entend Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal se réclamer de la nation française, on se dit qu'ils n'échappent pas à ce penchant nationaliste, au moins comme façade dans leur désir de rassembler les Français autour d'eux, le temps d'une élection, même s'ils récuser le mot de "nationalisme". Maurras prédit « ...tous les partis alimentaires, également ruineux, ou périssant de leur excès, ou comme partis, il devront, dans une certaine mesure, céder à l'impératif ou tout au moins au constat du nationalisme ».

À partir de la reconnaissance de la nation comme seul facteur de rassemblement de tous les Français il sera possible, écrit Maurras, de « déclasser et fusionner » les partis. Le "compromis" conduira nos compatriotes à reconnaître que par delà leurs divisions idéologiques, religieuses, politiques, ils peuvent se mettre d'accord sur l'intérêt national, celui-ci étant défini comme « l'humble Bien positif. Car ce Bien ne sera point l'absolu, mais celui du peuple français, sur ce degré de politique où se traite ce que Platon appelle l'Art royal, abstraction faite de toute école, église ou secte... »

Malgré les apparences contraires, Maurras demeure confiant dans l'avenir : « Le nationalisme français se reverra par la force des choses. Rien n'est fini. Et, si tout passe, tout revient ». Une grande leçon d'espérance pour la France.

* Charles Maurras : *L'ordre et le désordre. Les Cahiers de l'Herne. Éditions de l'Herne. 127 pages. 9,5 euros.*

CHRONIQUE

Pour l'honneur du chèvrefeuille

Il faut le reconnaître : le printemps est banal. Mais on admettra aussi qu'il est en ce monde des banalités absolument indispensables à notre vie... On s'est souvent moqué des confrères asservis chaque

La longue, interminable, infatigable croissance du chèvrefeuille est le symbole de l'unité de vie intérieure.

année à la célébration du marronnier des Tuileries ; et pourtant, c'est le marronnier qui a raison ! Et nous regretterons bientôt ce temps que j'appelle "les jours foliaires", quand les feuilles à peine naissantes enveloppent les arbres d'une brume verte. Dans peu de jours elles vont se fondre dans une épaisseur anonyme, dans une présence sensible mais peu fertile en invitations à une pluralité des légendes, à une capricieuse trouvaille de mystères.

Mon ami Polydore avait naguère supprimé en son jardin un chèvrefeuille touffu, par trop exubérant et même envahissant. Puis il en avait regretté l'absence. Mais quelques années plus tard il découvrit assez loin de l'arbrisseau sacrifié, un rameau vivace de chèvrefeuille qui avait serpenté au ras du sol, au pied des touffes buissonnantes et sous les feuilles mortes. Je conserve l'image de cette revanche végétale comme le symbole d'une méritoire et même glorieuse obstination.

La nature est toujours féconde en présages ; et le chèvrefeuille tout particulièrement peut revendiquer une noble et mystérieuse origine. Son nom même évoque une silhouette d'animal héraldique, participant de deux espèces vivantes. Et précisément me revient en mémoire le titre d'un poème médiéval, écrit par Marie de France en marge de la légende de Tristan et Yseult. La plante aux capricieux re-

par
Jean-Baptiste MORVAN

jets et enroulements symbolise l'amour qui lie inexorablement Yseult et Tristan, comme le chèvrefeuille enlace un coudrier. Quelque bonne fortune me fera, je pense, retrouver un jour ce "Lai de chèvrefeuille" dans un recoin de bibliothèque ; je n'en conserve pour l'instant que la conclusion, jadis apprise par cœur : « Belle amie, ainsi va de nous – Ni vous sans moi, ni moi sans vous ».

Une âme d'Action française

Mais ce printemps qui est pour moi, comme l'automne pour Apollinaire, « ma saison mentale », éveille d'autres sentiments, d'autres consécration intérieure. Des fidélités de multiples natures, indispensables à une âme française, et particulièrement à une âme d'Action française, trouvent dans la longue, interminable, in-

fatigable croissance du chèvrefeuille, le symbole de l'unité de vie intérieure. Chaque jour, en ce temps complexe, douteux et déroutant où nous vivons, nous impose inlassablement le désir d'une tenace et gracieuse unité, comme le chèvrefeuille, discrètement fleurie. Il n'est pas jusqu'à la pratique constante, obstinée de la prière "tous les jours que le Bon Dieu fait", qui ne soit comparable à la croissance du chèvrefeuille, qui en des jours moroses, maugréux ou entièrement néfastes, retrouve un pouvoir de résurgence insoupçonné – comme cette réapparition du rameau solitaire dans le jardin de l'ami Polydore.

La plante promue par Marie de France au rang de symbole poétique et sentimental a, dans son déroulement et son capricieux foisonnement, la valeur d'un appel à l'exaltante richesse que, de siècle en siècle, la France prodigue certains jours à ses enfants.



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



DIMANCHE 6 MAI, FESTOYEZ !

Entre démagogie, combines d'appareils et soumission aux lobbies, nous ne pouvons rien attendre du second tour de la présidentielle. Plus qu'un problème de personnes, c'est clairement le régime et sa matrice républicaine que nous contestons. Pour contrer la morosité générale, nous appelons tous les patriotes, indépendamment de leurs choix et engagements politiques passés, à se retrouver dans une ambiance amicale, patriotique et familiale autour d'un pique-nique, afin que la France, pas celle des urnes, mais celle des peuples, montre sa vivacité et sa combativité.

Rendez-vous à 13 heures sous le pont des Arts

(Métro Louvre-Rivoli)

Participation aux frais : 5 euros
(Merci de nous annoncer votre venue sur piknikpatriotik@hotmail.fr)



LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

● Nous apprenons avec joie la naissance de Clovis-Marie, cinquième enfant de nos amis de Bayonne, Philippe et Sabine FORTABAT-LABATUT. Nous présentons nos bien affectueuses félicitations aux heureux parents, avec tous nos vœux de longue vie à Clovis-Marie.

DÉCÈS Jean CAUNES

● Le bulletin de l'A.D.I.M.A.D. (anciens de l'Algérie française) pour 2007 évoque le souvenir des amis disparus récemment, notamment celui de Jean CAUNES, décédé début novembre 2006 à l'âge de 73 ans. On lit : « militant d'Action française au Quartier Latin, membre du "Groupe Lescure", il avait ensuite combattu comme sous-lieutenant d'infanterie de marine en

Algérie jusqu'au moment où le refus du déshonneur l'avait contraint à la dissidence. Ce Toulousain avait alors contribué à la formation de l'O.A.S. Métropole-Jeunes dans le Sud-Ouest. Arrêté une première fois, puis évadé, il avait pris la succession de Nicolas Kayanakis à la tête de l'O.A.S.-Métropole Jeunes (O.M.J.) après l'arrestation de celui-ci, avant d'être appréhendé lui-même pour la deuxième fois et envoyé à l'île de Ré. À sa sortie de prison il fonda le Mouvement Jeune Révolution (M.J.R.). Puis il créa *Le Livre Poste*, organisant notamment des dédicaces avec Pierre Sergent, Erwan Bergot, Raymond Muelle et Vladimir Volkoff ».

Tous ceux qui l'ont connu à l'A.F. auront une pensée pour celui qui est allé jusqu'au bout de son engagement pour l'Algérie française. ■

DIMANCHE 13 MAI

Fête nationale de Jeanne d'Arc CORTÈGE TRADITIONNEL

Rassemblement à 9 h 30 à l'angle de la rue Royale et de la rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}
(métro Madeleine ou Concorde)

Un repas amical sera servi à 12 h 30 au restaurant Casa Festa, 16 rue Jean-Jacques Rousseau, Paris 1^{er} (15 euros).
Prière de s'inscrire au 01 40 39 92 06.

ÎLE-DE-FRANCE

● HAUTS-DE-SEINE – PARIS XVII^e. - Dimanche 13 mai à 17 heures, dépôt de gerbe devant la statue de Jeanne d'Arc, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine. Rendez-vous derrière le monument aux morts de la Police, face à l'église Saint-Pierre-de-Neuilley (Métro : Les Sablons, Bus 43-82-174)

taine de l'Action française dans un esprit patriotique. Discours politique du délégué. Rendez-vous : Rond-point du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny (intersection des cours de Verdun et Xavier-Arnozan). * Renseignements : <http://af-aquitaine.over-blog.com>

● BAYONNE. - Dimanche 13 mai. À 9 h 30 : prière en la cathédrale, puis rosaire et messe (11 heures) à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (quartier des Arènes).
À 12 h 30 : dépôt de gerbes au pied de la statue sculptée par Maxime Real del Sarthe.
À 13 heures : déjeuner.
* Renseignements complémentaires : 05.59.63.20.99.

EN PROVINCE

● BORDEAUX. - Dimanche 13 mai à 11 heures, dépôt de gerbe organisé par la fédération Aquitaine

Jeudi 7 juin 2007

D' ASPECTS DE LA FRANCE

À L'ACTION FRANÇAISE 2000 :

Soixante ans d'aventure royaliste !

Le 10 juin 1947, paraissait le premier numéro d'*Aspects de la France*, qui allait prendre le relais de *L'Action Française* jusqu'en 1991 où le journal put renouer avec son titre prestigieux.

Pour fêter cet anniversaire, nous invitons nos lecteurs et sympathisants à un BUFFET DÎNATOIRE le jeudi 7 juin dans les locaux du Centre Saint-Paul 12, rue St-Joseph, 75002 Paris (Participation aux frais)

Réservations : 01 40 39 92 06



L'ACTION FRANÇAISE EN CAMPAGNE

Une affiche et deux autocollants disponibles.

Tarif des commandes :

- 5 euros pour 100 autocollants
- 5 euros pour 10 affiches
- 40 euros pour 100 affiches

CHÈQUES À L'ORDRE DU CRAF

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET
CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION :
Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

L'Armée d'Afrique, instrument de la Victoire

■ À l'approche de la commémoration de la victoire de 1945, le colonel Henry d'Humières évoque la contribution que lui apporta l'Armée d'Afrique reconstituée par le général Weygand.

C'est le maréchal Pétain qui, avec le général Weygand, prépara et permit la revanche militaire sur l'armée allemande.

Le 4 octobre 2006, après la sortie dans les salles de cinéma françaises du film *Indigènes*, l'hebdomadaire *Minute* afficha sur sa couverture en gros caractères le titre suivant : « **L'Armée d'Afrique, c'est Pétain** ». C'est en effet le maréchal Pétain, qui avait fait reconstituer, en octobre 1940, cette armée par le général Weygand nommé délégué général du gouvernement pour l'Afrique française.

Dès le 19 novembre 1942, l'armée d'Afrique se battait contre les Allemands en Tunisie, puis se distinguait particulièrement durant la campagne d'Italie et, après son débarquement sur les côtes de Provence le 15 août 1944, libérait un tiers du territoire métropolitain jusqu'au Rhin, poursuivant ensuite jusqu'au Danube. Le 9 mai 1945, son chef, le général de Lattre de Tassigny, signait l'acte de capitulation de l'armée allemande aux côtés des autres chefs alliés, à Berlin

Préparer la Revanche

Dès le 25 juin 1940, lors qu'entra en vigueur l'armistice – sauveur – avec l'ennemi, Pétain et Weygand avaient préparé la revanche militaire, qui se concrétisa ainsi : le général Weygand avait déclaré que « **le premier devoir d'une armée battue est de préparer l'encadrement et l'armement des futures unités de combat et, plus encore, entretenir la flamme de la Revanche qu'il ne faut, à aucun prix, laisser s'éteindre** ».

En plein accord avec le maréchal Pétain, il agissait en conséquence, faisant camoufler du matériel militaire, préparant une mobilisation clandestine, maintenant l'action des services de renseignements, ceux-ci étant transmis aux Britanniques, faisant arrêter trois mille agents de l'Axe dont quarante-deux furent

fusillés. Il organisait l'armée de l'Armistice en faisant effort sur son encadrement et sur l'instruction en vue de la reprise du combat.

Au sujet de la formation des cadres, ancien élève de 1940 à 1942 à l'École de Saint-Cyr, reconstituée à Aix-en-Provence, je me dois de citer un passage du livre d'or de ma promotion: il concerne l'inspection de l'École le 23 juillet 1941 par le maréchal Pétain – celui-ci s'adresse à tous les instructeurs et élèves-officiers réunis dans un amphithéâtre – « **Ayant prié les journalistes de le laisser seul comme un grand Ancien avec ses jeunes, le maréchal affirme que les Allemands demeurent l'ennemi et que sa politique s'inspire de celle de la Prusse après Iéna, évoque le traité de Tilsit, qui la laisse humiliée et amoindrie, mais non pas brisée, et, se retournant vers le commandant de l'École, lui demande de former ses élèves en vue de la revanche, en particulier de les rendre aptes aux combats de guérilla qui ont conduit à la défaite des troupes impériales en Espagne** ».

Après sa dissolution en décembre 1942 du fait de l'invasion par les Allemands de la "zone libre", l'armée de l'Armistice allait fournir des cadres – évadés de France – à l'armée d'Afrique, ainsi qu'à la résistance intérieure : 1 500 officiers d'active ont encadré les formations de l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée), qui a perdu 2 400 hommes au combat ; d'autres officiers rejoignirent les formations de l'Armée secrète ou des "Francs-Tireurs et Partisans".

Il faut souligner qu'au sein de la première Armée française, l'amalgame voulu et réalisé par son chef, le général de Lattre, entre 137 000 maquisards des F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) et les combattants des unités venues d'Afrique du Nord, a été facilité du fait que la majeure partie de ces unités F.F.I. étaient encadrées par des officiers venus de l'armée de l'Armistice.

par le colonel Henry d'HUMIÈRES

En ce qui concerne le domaine capital de l'action militaire, les actes du Maréchal ont été régulièrement contraires aux intérêts et aux exigences des Allemands, a rappelé le général Lafarge.

Pétain et Weygand

Grâce à l'Armistice-sauveur, effectif dès le 25 juin 1940, la France d'Afrique était restée libre et le Maréchal y envoya comme proconsul, en octobre 1940, le général Weygand.



Le général Weygand 1867-1965

Nous citerons le général de Monsabert, ancien commandant du 2^e Corps de la 1^{re} Armée : « **En arrivant en Afrique, le général Weygand trouva une situation morale à peine ébranlée : la confiance dans le Maréchal, chef de l'État, y est unanime, unissant Européens et Musulmans, si grand est l'attachement de l'homme au chef dans ces peuples guerriers. Sur cette base, Weygand va communiquer à tous sa foi dans l'avenir. Par une politique musulmane hardie et généreuse, il assure le loyalisme des populations musulmanes. L'unanimité de la France d'Afrique va se faire derrière son armée à qui il prescrit une consigne fort claire : préparer la Revanche. Dans ce but, elle doit s'entraîner dans la foi avec les armes qui lui restent : on camouflera d'ailleurs tout ce qu'on peut dissimuler d'armements supplémentaires ; l'avenir est aux manœuvres hardies ; des réduits de manœuvres sont créés dans des terrains difficiles d'accès, et une mobilisation clandestine préparée sur l'ensemble du territoire. Les contacts sont pris avec tous les anciens soldats jusqu'au plus profond du bled. Le général Weygand va illustrer cette politique par une cé-**

rémonie insigne, la célébration, en 1941, du centenaire de la création des régiments de Tirailleurs et de Spahis algériens. Cette célébration amena un membre de la commission d'armistice à écrire : "Je viens de voir cette armée d'Afrique, qui a l'orgueil d'une armée qui n'a pas été vaincue" ».

On comprend que le gouvernement allemand exigeât le départ du général Weygand. Heureusement le Maréchal lui donna pour successeur, comme commandant en chef en Afrique du Nord, le général Juin, qui poursuivit son œuvre sur le plan militaire. C'est ce qui explique l'extraordinaire cohésion et l'esprit de corps dont fera preuve l'armée d'Afrique tout au long de la campagne. Elle sera renforcée par une mobilisation de caractère régional unissant dans une même foi le destin de la Mère-Patrie, chrétiens, musulmans et israélites.

En novembre 1942, quand l'Afrique du Nord française fait retour dans la guerre, elle dispose de 225 000 hommes dont 6 700 officiers grâce à un appel de réservistes clandestinement préparé. C'est l'occasion de souligner l'effort exceptionnel fourni par les Français de souche européenne ("pieds-noirs"). Sur 1 075 000, 175 000 hommes et femmes ont été mobilisés de 1943 à 1944 soit 16,4 % de la population. Cette armée d'Afrique a compté dans ses rangs 233 000 musulmans d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, 70 000 Africains noirs ainsi que des unités des Forces Françaises Libres et 20 000 évadés de France.

Nombreux sont les tombes des Pieds-noirs, des Maghrébins et des Africains noirs dans les cimetières militaires de Tunisie, d'Italie et de tout l'est de la France, alors que tous leurs sacrifices sont loin d'être exaltés lorsqu'on enseigne l'histoire aux jeunes générations depuis 1945 !

En Tunisie jusqu'à la victoire française de Médénine et à la capitulation allemande du 12 mai 1943, les troupes françaises eurent un rôle primordial. C'est devant ces Français que le redoutable Afrikakorps capitula et un chef de peloton de chars Somua, dissimulés à la commission d'Armistice, captura, le 12 mai, le général von Arnim, commandant en chef de toutes les forces de l'Axe en Tunisie. Sous le commandement du général Juin et de chefs prestigieux, en Italie, l'armée d'Afrique, progressivement réarmée et équipée par les Américains, se couvrit de gloire à travers les montagnes de la péninsule italienne jusqu'à Rome et à Sienne, de telle sorte que le général américain Clark écrivit : « **C'est le corps expéditionnaire français qui d'une manière fulgurante nous avait ou-**

vert le chemin de Rome. Plus vaillante unité combattante n'a jamais existé ! »

La chevauchée de la 1^{ère} Armée du général de Lattre depuis son débarquement sur les côtes de Provence, libérant le sud-est et l'est de la France jusqu'au Rhin, puis, après avoir traversé celui-ci, jusqu'au Danube, constitue une page d'histoire qui devrait être mieux connue.

C'est de cette armée d'Afrique que le général Weygand avait forgé l'âme, de telle sorte qu'elle combattit ainsi glorieusement jusqu'au 8 mai 1945.

Un autre devoir de justice

"C'est nous les Africains qui arrivons de loin, Venant de nos pays pour sauver la Patrie, [...] Car nous voulons porter, haut et fier, Le beau drapeau de notre France entière".

Lors de la remise des palmes, le 25 mai 2006, au festival de Cannes, c'est ce *Chant des Africains* qui a retenti, entonné à pleine voix par le réalisateur et les quatre acteurs principaux du film *Indigènes*. Depuis 1946, une histoire "hémiplégique" a été enseignée à la jeunesse française. Le film *Indigènes* a eu le mérite d'informer la majeure partie de l'opinion publique française, qui l'ignorait, du rôle primordial que l'Armée d'Afrique, avec ses combattants africains, y compris un bon nombre de "Pieds-noirs", a joué, du 19 novembre 1942 au 9 mai 1945 pour concrétiser la revanche militaire contre l'armée allemande. Or, ce sont Pétain et Weygand qui ont reconstitué cette armée d'Afrique.

Par ailleurs, après s'être fait projeter en septembre 2006 le film *Indigènes*, le président de la République a enfin décidé la "décristallisation", à partir du 1^{er} janvier 2007 des pensions de retraite des anciens combattants d'outre-mer ayant servi dans l'armée française.

C'est dans le budget de 1959 préparé par le général De Gaulle, chef du gouvernement, qu'avait été réduit considérablement le montant des pensions de ces anciens combattants par rapport à celui des anciens combattants métropolitains. Au bout de quarante-sept ans, est enfin prise une décision de justice conforme aux stipulations de la loi de 1919.

Durant les guerres de 1914 à 1918, 1939 à 1945 et même jusqu'en 1962, nombreux ont été les soldats venus d'outre-mer, notamment africains, qui se sont battus, et pour un bon nombre jusqu'au sacrifice suprême, au sein des armées françaises. Ce devoir de justice s'imposait..

Du fait d'une meilleure information de l'opinion publique française, s'impose aussi un autre devoir de justice : le transfert à Douaumont, auprès de ses soldats de Verdun, des cendres du maréchal Pétain !

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?



Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous ! Faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 4